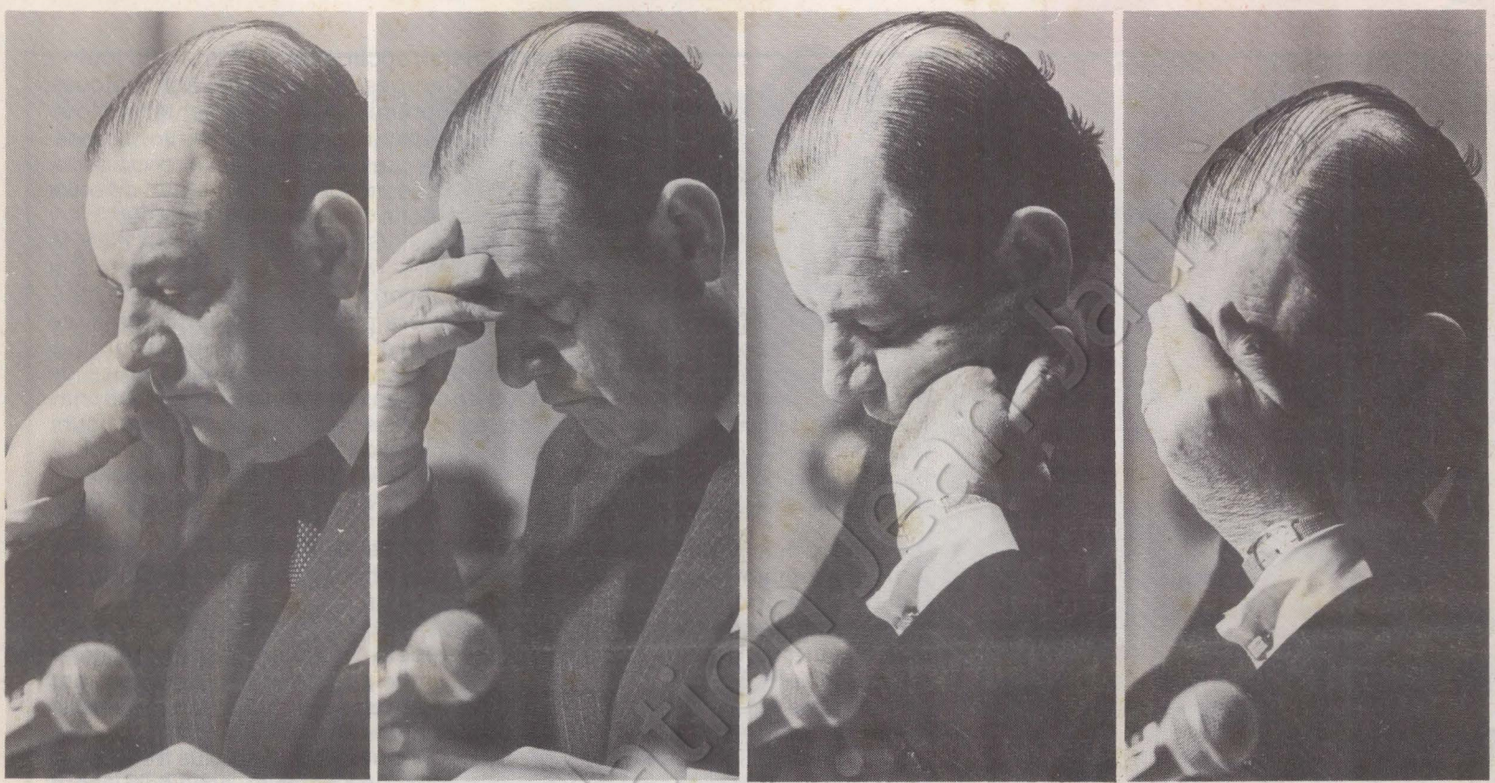
L'unité

N° 265 — 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 7 - 13 octobre 1977



Chômage : L'échec de Barre

Parti socialiste

COHESION ET FERMETE

AIR FRANCE AGONISE

A qui profite le crime ?

Sommaire

3
PARTI SOCIALISTE : COHESION ET FERMETE, PAR ANTOINE VIOLET

4
TOUT SE TIENT OU LA MAIN DE MOSCOU DANS LA MAIN DE BONN, PAR GUY PERRIMOND

5
CHOMAGE : L'ECHEC DE BARRE, PAR GUY PERRIMOND

8
IMMIGRES : MOHAMMED, FAIS TA VALISE, PAR EMMANUELE PLAS

11
GUYANE : UN FAR WEST POUR LES CHASSEURS DE PRIMES, PAR IAN HAMEL

13
PARADIS DE L'INFORMATIQUE OU ENFER DU FICHIER, PAR RAYMOND FORNI

16
ETATS-UNIS : JIMMY CARTER, CONSERVATEUR PAR APATHIE, PAR NORMAN BIRNBAUM

20
TRANSPORTS AERIENS : AIR FRANCE AGONISE, PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

23
DIPAPACEQUOI, PAR PIEM

24
ENTRETIEN AVEC PIERRE MAUROY

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (page 19), Contact-David Burnett (pages 7, 19), Coureuil (page 28), Demoulin (page 22), Lacroux (page 20), Pascal Lebrun (pages 3, 10, 12), Pym (pages 8, 13, 16), Rush (page 20), Solo (pages 11, 14, 27, 31), Sygma (pages 1, 17, 18, 22).

Editorial

LE POINT FIXE

« La conclusion d'un bon accord reste à l'ordre du jour », a affirmé l'autre soir Georges Marchais devant quelques milliers de militants communistes réunis à Nanterre. Nous pourrions facilement souscrire à cette affirmation, car tel est également le point de vue du Parti socialiste, qui ne se résigne nullement à voir se prolonger la situation de crise qui existe à l'heure actuelle au sein de la gauche.

Mais, ayant parlé ainsi, Georges Marchais — c'est le moins qu'on puisse dire — n'a guère ouvert la porte à la conclusion de ce bon accord. D'une part, il affirme hautement que le P.c.f. ne fera plus aucune concession, ce qui n'est certainement pas le meilleur moyen d'avancer vers un compromis surtout lorsque l'on sait que la délégation communiste a déjà refusé de discuter sérieusement des dernières propositions socialistes sur les nationalisations. D'autre part, parce que François Mitterrand a affirmé à plusieurs reprises que, quelles que soient les circonstances, le P.s. appliquerait toujours la discipline électorale de la gauche, Georges Marchais l'accuse — contre toute vraisemblance — d'avoir « définitivement tourné la page ».

Je sais bien que le Parti communiste s'acharne depuis des semaines à tenter de démontrer que le Parti socialiste a changé, qu'il se détourne de l'union de la gauche et même que la politique qu'il propose n'est pas sensiblement différente de celle de Barre et de Giscard ! Mais, comme il le dit souvent lui-même, ce n'est pas parce qu'il répète cent fois une contrevérité — même en lui donnant la caution d'un comité central réuni spécialement pendant deux jours à cet effet — qu'elle devient une vérité. Les faits sont plus têtus que les insinuations distillées chaque jour dans « l'Humanité », dont la lecture finit d'ailleurs par rendre perplexe puisque l'on ne sait plus très bien si c'est la main de Helmut Schmidt ou celle de Mario Soares ou celle de Giscard d'Estaing — et pourquoi pas celle de Callaghan, puisque François Mitterrand a assisté cette semaine au congrès travailliste où se trouvaient également, il est vrai, des représentants du P.c. espagnol, du P.c. italien et du... P.c. français ? — qui guide l'action des socialistes français !

Tout cela est grotesque, et il est déjà parfaitement clair que la formidable campagne communiste de dénigrement du P.s. — est-il logique de vouloir un « bon accord » avec un partenaire auquel on prête d'aussi noirs desseins ? — atteint le but inverse de celui qui est recherché. Les réunions tenues cette semaine, et notamment celle de l'ensemble des secrétaires fédéraux, ont souligné — tous les observateurs l'ont retenu — la remarquable cohésion du Parti socialiste dans l'épreuve actuelle et l'unanimité qui s'est faite spontanément autour de sa direction pour approuver son comportement et pour la soutenir dans sa volonté de ne pas modifier d'un pouce la ligne du Parti, sa stratégie d'union autour du Programme commun qui reste notre point fixe dans la tempête.

C'est à cela que devraient réfléchir les dirigeants du Parti communiste au lieu de s'échiner à faire croire que le P.s. obéit à d'obscurs mobiles. La réalité est tout autre : les socialistes n'ont pas changé, ils ne changeront pas et c'est parce qu'ils ont aujourd'hui pour premier objectif de rétablir la dynamique de l'union qu'ils refuseront désormais de se laisser entraîner dans l'escalade d'une polémique qui fait le jeu de notre seul adversaire : la droite au pouvoir.

Entre ceux qui chaque matin se font procureurs et ceux qui poursuivent obstinément leur chemin sur la ligne dont ils n'ont jamais dévié depuis 1971, les travailleurs et l'ensemble de l'opinion jugeront. C'est le seul jugement qui nous importe, et nous n'avons aucune raison de le craindre.

CLAUDE ESTIER

PARTI SOCIALISTE: COHESION ET FERMETE

Le comité directeur du Parti socialiste fera le point ce week-end de la situation créée au sein de la gauche depuis l'interruption des négociations sur l'actualisation du Programme commun. Il aura, à la fois, à apprécier l'action de la direction du Parti au cours des dernières semaines et à prendre toutes décisions utiles pour le proche avenir.

La dernière réunion du comité directeur s'était tenue le lundi 19 septembre, après l'éclat de Robert Fabre interrompant la première réunion au sommet et avant la reprise des discussions qui allaient être de nouveau interrompues, et cette fois sine die, dans la nuit du 22 au 23 septembre.

Depuis cette date, le Parti communiste a engagé une formidable campagne destinée à faire pression sur le Parti socialiste et à le rendre coupable aux yeux de l'opinion d'avoir brisé l'Union de la gauche, ce qui, pense-t-il, ne pourrait manquer de provoquer un trouble profond parmi ses militants.

Si tel est bien le but poursuivi par le P.c.f., on peut affirmer dès aujourd'hui que cette campagne, en dépit des énormes moyens mis en œuvre (tracts, affiches, pétitions, cartes postales — toutes imprimées — adressées de toute la France au siège du P.s., etc.), se soldera par un échec cuisant. Deux réunions importantes l'ont confirmé cette semaine.

Pas de fausse note

Lundi matin, jour de la rentrée parlementaire, députés et sénateurs socialistes se sont retrouvés ensemble au palais Bourbon. Ils ont entendu François Mitterrand faire longuement et minutieusement l'historique des négociations sur le Programme commun avant de conclure que, quelles que soient les circonstances, le P.s. réaffirme sa volonté unitaire et maintient sa stratégie politique sans le moindre changement de cap. « Ceux qui ne respecteraient pas cette ligne, a ajouté le premier secrétaire, se placeraient d'eux-mêmes hors du Parti . » Avertissement clair, mais qui, en l'occurrence, ne visait personne en particulier, car dans la discussion qui suivit il ne devait y avoir aucune fausse note, et c'est à l'unanimité que l'ensemble des parlementaires des deux Assemblées votaient une motion de solidarité et de confiance à François Mitterrand et à la direction du Parti.

C'est par une motion semblable, également unanime, que s'est achevée mardi soir la réunion de quatre-vingt-quinze secrétaires fédéraux, qui a permis de prendre de façon précise la température du Parti. Celle-ci peut se résumer ainsi : après le désarroi qui a normalement suivi l'échec des négociations, les informations et les explications fournies par le secrétariat national, et répercutées rapidement dans toutes les fédérations et les sections, ont été bien comprises par les militants. Si ceux-ci souhaitent ardemment

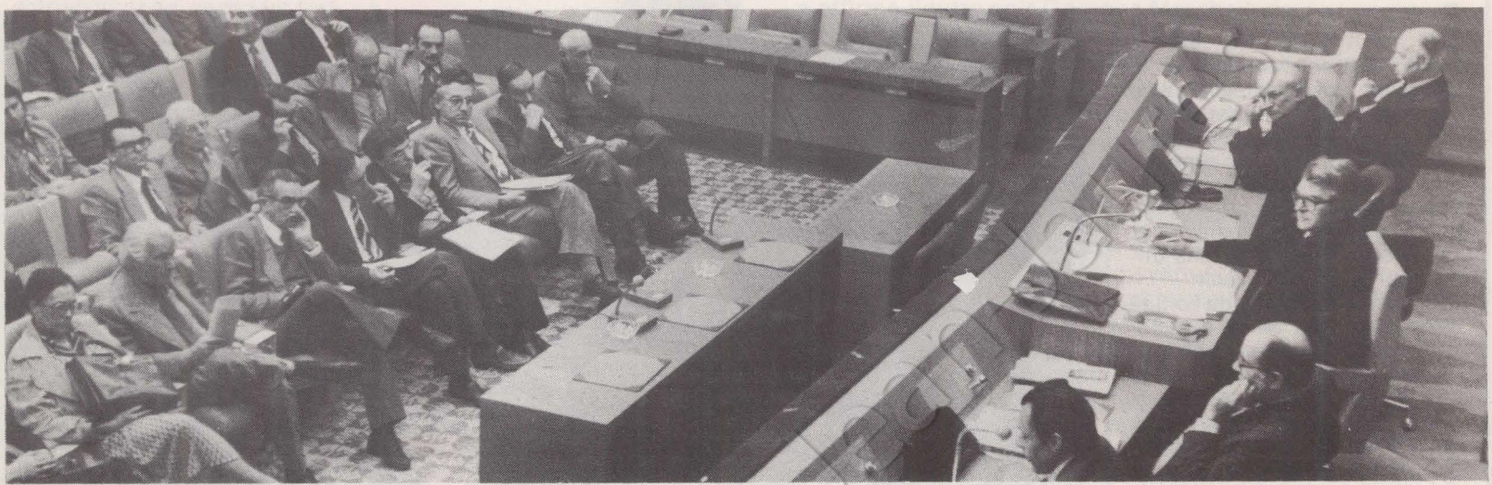


Réunion des 95 secrétaires fédéraux du P.s., mardi dernier à Paris.



→

PARTI SOCIALISTE: COHESION ET FERMETE



TOUT SE TIENT

ou la main de Moscou dans la main de Bonn.

Il m'a fallu plusieurs jours pour comprendre. Le froid qui soudain s'était abattu sur la gauche semblait incompréhensible. Restaient, pour se distraire, les estampes japonaises — un quotidien engagé parlait d'une nouvelle mode : les estampes suédoises, que je n'avais pas essayées —, la lecture du testament de Lénine ou la relecture d'un livre qui, en 1972, fut un best-seller, le Programme commun de gouvernement de la gauche.

C'est alors que mon attention fut attirée par les voyages de quelques grands de ce monde. C'est bien connu, lorsque le petit peuple souffre, il se console en regardant la vie des grands. Et comme un quotidien engagé — toujours le même — m'avait expliqué que « l'observateur ne peut manquer d'avoir l'attention attirée par l'existence de certains facteurs internationaux», lorsque mon voisin de palier, membre de la C.g.t. tout comme moi, vint m'expliquer que « si Séguy avait été là »... je me mis à réfléchir. Le quotidien engagé — toujours le même — m'avait donné un fil conducteur : si untel rencontre untel, cela explique qu'untel devienne identique à untel.

Séguy était donc allé à Moscou. Puis Brejnev a annoncé qu'il allait rencontrer le chancelier Schmidt. Or, entre Brejnev et Schmidt, les échanges sont fructueux : machines, usines, banques. Bref, tout ce qu'il faut pour que se renforcent l'amitié des peuples et la solidarité des grands.

Or, Schmidt — après avoir appris que le secrétaire général du P.c.u.s. et chef de l'Etat soviétique arrivait — avait dû, nul n'en doute, téléphoner à Jimmy Carter, qui est en liaison constante avec son ambassadeur à Paris, qui est le patron des secrétaires de son ambassade, lesquels ont rencontré, on s'en souvient, Jean Kanapa ; avant, tout se tient, que celui-ci ne rapporte sur la défense. Or, Kanapa a rencontré Claude Estier. Ce dernier, c'est un secret de polichinelle, rencontre quotidiennement François Mitterrand. Qui, nul ne l'ignore, a rencontré Georges Marchais place du Colonel-Fabien. Et Marchais a rencontré, porte de Pantin, Georges Séguy, qui revenait de Moscou. D'où va partir Brejnev pour rencontrer Schmidt.

J'avais enfin compris. La gauche n'avait pas résisté aux « facteurs internationaux ». J'espère tout de même que Brejnev fera un bon voyage à Bonn.

G. P.

→

la reprise rapide des pourparlers et la conclusion d'un accord sur un Programme commun actualisé, ils sont — tous courants confondus — entièrement solidaires de la direction du Parti, dont la cohésion n'a sans doute pas été aussi forte depuis longtemps.

Tel a été le thème commun de la plupart des interventions, avec, pour chacune d'elles, des détails concrets qui dépeignent des situations diverses d'un département à l'autre.

« Après le désarroi des premiers jours, dit Pierre Forgues, « fédéral » des Hautes-Pyrénées, les militants se sont mobilisés. En deux jours, vingt mille tracts ont été distribués dans les entreprises. »

Bernard Reymond, des Alpes-de-Haute-Provence, raconte que l'on n'avait pas vu depuis longtemps, dans le département, des militants aussi nombreux dans une réunion. Ils ont éprouvé le besoin de resserrer les rangs.

Gérard Denecker souligne, lui aussi, que les militants de la Corrèze sont totalement solidaires de la direction du Parti.

Les militants de l'Hérault, dit Adolphe Benhamour, ont gardé leur sang-froid devant l'intense campagne de propagande déployée par le Parti communiste et par certains militants de la C.g.t. Dans la nuit de samedi à dimanche, des colleurs d'affiches du P.s. ont été agressés à Béziers par des militants communistes ; mais, le lendemain, le secrétaire de section communiste a présenté ses excuses.

Dans le Lot, explique Marc Baldy, deux courants existent, qui ne recouvrent pas le clivage habituel entre majorité et minorité. Quelques-uns pensent que nous devrions faire des concessions pour permettre la reprise des négociations, mais la grande majorité approuve la direction du Parti et lui fait confiance.

Réaction rapide

C'est aussi le cas dans le Calvados, où plusieurs assemblées de circonscription ont permis de constater une réaction unanime des militants, qui ont parfaitement compris les explications fournies par les argumentaires venus du siège national et par les numéros de « l'Unité ».

Même constatation dans l'Ain, où la rapidité de la campagne déclenchée par le Parti communiste l'avait servi dans les premiers jours, mais se retourne désormais contre lui. Les militants socialistes trouvent un accueil de plus en plus favorable dans l'opinion. Il en est également ainsi dans les Alpes-Maritimes comme dans la Loire, où les communistes ont été surpris par la rapidité de notre réaction : dès le lundi 26 septembre, 50 000 tracts étaient distribués, expliquant les positions du P.s.

Autre notation reprise dans plusieurs interventions : si, dans un certain nombre de départements, dans l'Est notamment, des affrontements parfois sévères se sont produits ces derniers jours entre militants socialistes et communistes aux portes de diverses entreprises, la crise actuelle ne semble pas avoir eu des conséquences particulières dans les rapports entre les élus des deux partis au sein des municipalités d'Union de la gauche. Pas plus à Bar-le-Duc qu'à Saint-Etienne, à Lille qu'à Montpellier, dans l'Essonne que dans les Yvelines (où, même à Conflans-Sainte-Honorine, a souligné Michel Rocard, aucune répercussion n'a été enregistrée au sein de la municipalité qu'il dirige).

Pour sa part, François Mitterrand avait pu constater, dimanche dernier à Angers, que les élus communistes étaient présents à la réception donnée en son honneur par le maire socialiste Jean Monnier.

Un faux calcul

Sans vouloir s'attacher à chercher une signification particulière à ces différences d'attitude, les responsables du P.s. à tous les niveaux sont bien décidés à utiliser, dans les jours qui viennent, toutes les occasions d'accroître encore la mobilisation du Parti. Une série de meetings régionaux sont prévus à partir du 10 octobre, dont deux le vendredi 14 pour la région parisienne, avec Claude Estier à Epinay-sur-Seine et Lionel Jospin à L'Hay-les-Roses. Et le samedi 15, dans chaque département se déroulera la journée-formation prévue depuis longtemps mais qui sera adaptée aux circonstances et s'achèvera partout par un meeting public avec la participation d'un dirigeant national.

S'il croyait paralyser ou même simplement ébranler le P.s., le Parti communiste va donc constater très vite qu'il a fait un faux calcul. Et c'est à partir de là que la situation pourra évoluer.

Comme l'a dit François Mitterrand en conclusion de la réunion des secrétaires fédéraux :

« L'événement nouveau se produira si nous maintenons. Il ne se produira pas si nous varions. Le Programme commun reste le point fixe à partir duquel le P.s. doit continuer d'envisager l'avenir. Ce programme représente toujours les engagements que nous avons pris. Le P.s. n'est pas à la merci de tel ou tel article de « l'Humanité ». Ce n'est pas cela qui nous fera bouger. Nous sommes prêts à discuter à tout moment, mais seule notre fermeté peut conduire le Parti communiste à réfléchir. »

ANTOINE VIOLET

L'EXEMPLE DE LA S.N.C.F.

L'un des arguments du Parti communiste pour justifier la nationalisation complète de toutes les filiales à plus de 50 % est que la puissance publique ne contrôlerait pas véritablement une entreprise si elle n'y détenait qu'un peu plus de la moitié du capital. A cet argument la délégation socialiste au Sommet de la gauche a opposé à plusieurs reprises l'exemple de la S.n.c.f., que le P.c.f. conteste — « l'Humanité » l'a encore fait mardi dernier — sans pourtant jamais dire en quoi il consiste.

Nul ne saurait nier que la S.n.c.f. est bien une société nationale. Or 51 % de son capital appartient à l'Etat. Le reste étant partagé entre deux groupes privés, à savoir la Société financière de gestion et de participation, filiale majoritaire de la Banque Rothschild, pour 36 %, et le Groupe des assurances de Paris, pour 13 %.

Le Parti communiste affirme aussi qu'on imaginerait difficilement la cohabitation dans un même conseil d'administration de représentants des travailleurs et d'actionnaires privés. C'est pourtant ce qui existe depuis fort longtemps à la S.n.c.f., dont le conseil d'administration est aujourd'hui composé de la façon suivante : dix représentants de l'Etat (dont le président et un vice-président), trois représentants du capital privé, dont un vice-président, Michel de Boissieu, délégué de la Banque Rothschild, cinq représentants des travailleurs (dont deux C.g.t., un C.f.d.t., un F.o. et un autonome).

L'exemple de la S.n.c.f. est bien une preuve que la nationalisation totale n'est pas toujours nécessaire pour qu'une société soit « nationale » et qu'elle soit entièrement sous le contrôle de la puissance publique. Si la S.n.c.f. ne se conduit pas aujourd'hui comme il serait souhaitable, ce n'est pas parce qu'elle compte encore des actionnaires privés, mais parce que l'Etat « libéral » n'utilise pas les nationalisations comme le ferait la gauche.

L'OPINION DES COMMUNISTES ITALIENS

Les dirigeants du Parti communiste italien ne cachent pas l'inquiétude que leur cause la crise actuelle au sein de la gauche française. Bien que désireux de s'abstenir de toute critique ouverte à l'égard du Parti communiste français, ils s'interrogent sur les raisons du durcissement de celui-ci et sur la nouvelle polémique engagée contre le Parti socialiste.

Enrico Berlinguer a envoyé la semaine dernière à Paris l'un de ses proches collaborateurs, Paolo Pieralli. Celui-ci a rencontré Georges Marchais et Jean Kanapa, ainsi que Paul Laurent qu'il avait bien connu à l'époque où il était l'un des dirigeants de l'organisation mondiale des jeunesses communistes. De ces différentes entrevues, l'envoyé spécial du P.c.i. n'a pas tiré d'informations très précises, hors l'affirmation plusieurs fois répétée que le P.c.f. est parfaitement uni autour de sa direction et que les difficultés actuelles tiennent uniquement au Parti socialiste, qui aurait choisi de se détourner de l'Union de la gauche.

Ces explications ne semblent pas avoir convaincu la direction du P.c.i. On peut le constater, par exemple, à la lecture des articles de « l'Unita», qui présentent des analyses très équilibrées sur les raisons de la crise de la gauche française. D'autre part, l'un des principaux dirigeants du P.c.i., Gian Carlo Pajetta, a fait dimanche dernier au journal « la Stampa » une déclaration qui marque pour le moins quelque distance à l'égard des thèses du P.c.f.

« Il est clair depuis longtemps, souligne Pajetta, qu'il y a entre nos deux partis des différences de points de vue sur un certain nombre de problèmes. C'est si vrai que, sur ces problèmes, les plus récentes déclarations communes s'en étaient tenues à des considérations générales. Nous espérions voir se dégager des convergences de fait, mais la polémique actuelle en France aboutit au contraire à souligner les divergences. »

Tout en affirmant que cela ne doit pas mettre en question les principes généraux sur lesquels se fonde la collaboration entre le P.c.i. et le P.c.f., Pajetta termine par une réflexion dont l'ironie n'aura pas été forcément appréciée place du Colonel-Fabien :

« Si l'on veut être malicieux, on peut se demander si les communistes français préfèrent être le deuxième parti dans l'opposition plutôt que le deuxième parti au pouvoir. J'espère qu'ils n'ont pas choisi la première solution. »

UN BUDGET IMPROBABLE

Le gouvernement fait, parfois, des efforts. Sur le budget, par exemple. N'a-t-il pas adopté son projet de budget 1978 avec une semaine d'avance pour permettre aux commissions parlementaires de mieux l'étudier et aux députés qui le discuteront la semaine prochaine d'avoir eu le temps de lire l'ensemble des fascicules qui leur ont été remis ? Au bas mot, cinq cents pages ! Certes, ses efforts se sont limités à ce seul point. Peut-être Raymond Barre a-t-il pensé qu'un seul « effort » était suffisant !

Le gouvernement dit, parfois, la vérité. Après des années de budget équilibré... toujours en déséquilibre, le Premier ministre vient d'annoncer que, cette année, son budget serait en déficit. A vrai dire, comme personne n'avait la naïveté de croire que le budget 1978 serait équilibré — le déficit pour 1977 se situera entre 16 et 20 milliards —, le mérite de cette franchise est court. Mais enfin...

Mais, à part cela — et c'est maigre —, le projet du budget 1978 ressemble aux budgets précédents : démagogie, austérité, flou même pas artistique. Il décrit la politique du Premier ministre qui peut se résumer simplement : gagner du temps, faire illusion jusqu'aux élections, favoriser les couches sociales sur lesquelles on compte, compenser la faiblesse de l'investissement patronal et tenter, régionalement ou sectoriellement, de maintenir l'économie. Avec, au passage, quelques mesures « charitables » pour faire social.

Pourtant, ce budget repose sur un faux-semblant : tout est calculé à partir d'une croissance globale de l'économie de 4,5 % pour 1978. 4,5 % de croissance, ce n'est pas une performance exceptionnelle. La France a connu mieux. L'ennui, c'est que 4,5 % dans les conditions actuelles — et sans changement politique —, cela devient un pari presque stupide. En effet, si au début 1976 la production française, profitant des retombées du redémarrage technique de 1975 et des plans de relance massifs d'alors, progressait encore un tant soit peu, depuis plusieurs mois sa croissance est bloquée. Au total, pour l'année, cette dernière aura été d'environ 3 %, alors que le gouvernement avait prévu 4,2 %. Dès lors, comment passer, non pas de 3 % en moyenne mais de 1 % pour le dernier trimestre 1977, à 4,5 % pour 1978 ? Cela, Raymond Barre ne le dit pas car — tout cycliste le sait —, après un plat, il est difficile, surtout si l'on n'est ni un grimpeur ni un champion, de grimper une côte.

Certes, il compte sur une croissance des exportations. Ce qui est risqué. En effet, rien ne permet de prévoir, dans l'environnement international actuel, que les échanges, en francs constants, connaîtront une croissance notable. Le faire, c'est parier que nos partenaires n'ont plus de problèmes, que la crise n'est pour eux qu'un mauvais souvenir. Et c'est en contradiction avec toutes les analyses récemment publiées, celles du Fonds monétaire international ou de l'O.c.d.e.

Et comme la croissance — officielle — du pouvoir d'achat est limitée à 2 %, on est en droit de se demander par quel miracle la croissance totale serait de 4,5 %. Peut-être faut-il rappeler à ce propos l'influence des hausses de pouvoir d'achat sur la croissance. Selon le dogme officiel, les salaires n'ont rien à voir avec elle. A la limite, ils en dépendent. Celle-ci serait fonction du niveau des investissements, du budget et du commerce extérieur. Les accords de Grenelle, en juin 1968, ont prouvé, a posteriori, que le niveau des salaires — donc la consommation des ménages — était pourtant l'un des moteurs de cette croissance. Les augmentations de salaires arrachées (dans certaines branches jusqu'à 30 %) permirent en effet la relance que la France a connue en 1969 et qui fit sentir ses effets jusqu'en 1972. Ce n'est qu'à partir de ce

CHOMAGE: L'ECHEC DE BARRE

Les patrons « se bougent» ! Ou, plus exactement, ils font du vent. Depuis le début de l'été, le C.n.p.f., les chambres de commerce et d'industrie, les chambres de métiers font des additions : ils comptent, recomptent, multiplient, élèvent au carré le nombre des emplois qu'ils pensent, désirent, veulent faire croire qu'ils auront créés d'ici à la fin de l'année. Déjà, les chiffres laissent rêveur. Le C.n.p.f. annonce 300 000 postes de travail ; les chambres de commerce en espèrent 250 000 ; les chambres de métiers 60 000. En trois mois, dont deux d'été, plus de 600 000 emplois ont donc été découverts. Encore un effort, et il n'y aura plus un seul chômeur en France. Mieux, les mesures décidées par Lionel Stoleru devront certainement être reportées, car, à ce rythme, dans six mois le nombre de chômeurs sera négatif !

Soyons sérieux. En temps « normal », il se « crée », en France, entre 200 000 et 300 000 emplois par an. Ce qui permet d'absorber la classe d'âge qui aborde le monde du travail. Depuis la « crise», non seulement des postes de travail ont été supprimés — les licenciés — mais de surcroît les remplacements — départs à la retraite — n'ont pas toujours été effectués et les créations d'emplois nouveaux ont été réduites au minimum.

Dans ces conditions, à part de croire au miracle, l'opération patronale devient incompréhensible. Mais surtout pas, comme l'a qualifiée Raymond Barre, « exemplaire ». Car, compte tenu des difficultés actuelles de l'économie française, comment comprendre qu'en un tour de France et avec son seul tour de main, François Ceyrac ait, brusquement, découvert et la volonté patronale de limiter le plus possible le volant de chômage et les moyens de la mettre en œuvre.

Il faut donc noter tout d'abord qu'il ne s'agit que d'« intentions » Or, chacun le sait depuis longtemps, l'enfer lui-même est pavé de bonnes intentions.

Puis il faut faire le tri des postes offerts. Selon les responsables des chambres de commerce, 40 % des offres recensées seraient des embauches fermes, 35 % des stages, 15 % des contrats d'apprentissage, le reste des contrats formation. Ce qui signifie que, sur les 250 000 emplois annoncés, 100 000 seulement sont... des emplois. De surcroît, les responsables de l'opération estiment que 15 % des offres comptabilisées l'ont été deux fois. Il faut donc retirer 7,5 %. Nous n'en sommes plus qu'à 93 500 pour les chambres de commerce et 85 000 pour le C.n.p.f. Un sondage commandé par « la Vie française» et la B.n.p. révèle, a contrario, ce que pourraient être ces emplois.

Selon ce sondage, 75 % des jeunes interrogés — contre 68 % il y a deux ans — ont des difficultés à trouver du travail. C'est évident, continuons. Pourtant, 64 % de ces jeunes sont disposés à accepter un emploi ne correspondant pas à leur qualification : ils n'étaient que 49 % il y a deux ans à accepter un tel sacrifice. Et, conséquence directe, 22 % des jeunes de moins de trente ans ayant un emploi régulier perçoivent en salaire moins de 1 500 F par mois.

Cela donne une meilleure idée de ce que seront les emplois recensés par les patrons : près de 180 000 places théoriques, soit beaucoup moins que les départs à la retraite de l'année. Et, si l'on ajoute à cela le fait que le gouvernement, pour arriver à un tel bilan, a proposé de réduire les charges patronales, faisant payer à la collectivité la part qui, d'ordinaire, est du ressort des patrons, on peut, plus justement, mesurer l'effort « exemplaire » des chefs d'entreprise.

C'est là que se mesure l'échec le plus grave du Premier ministre. Après douze mois de gouvernement, son seul titre de gloire sera d'avoir réussi à faire croître le nombre de chômeurs d'environ 400 000 ! Toutefois cette opération publicitaire aura permis durant quelques semaines, au moment où le chômage est à son plus haut niveau, de laisser croire aux Français qu'un « effort national » était entrepris, que le patronat avait comme premier souci de faire travailler les salariés et que le gouvernement n'avait d'autre souci que de réduire le nombre des chômeurs. A vrai dire, si cela était, cela se saurait. Et depuis longtemps.

G. P.



moment-là que conjoncturistes et patrons s'interrogèrent sur les rapports de forces syndicats-entreprises. La lutte des classes, cette « oubliée », venait de reprendre toute son importance.

Certes, Raymond Barre ne « pèse » pas sur les salaires pour, tout bêtement, freiner la croissance. Mais, pour permettre aux patrons de retrouver des taux de profit intéressants, il se prive de toute chance de relancer l'économie. C'est d'ailleurs à cela que se limite le bilan de sa première année de gouvernement. Car, pour le reste ! Les prix ? Plus de 6,5 de janvier à fin août. Le chômage ? 30,7 % d'augmentation depuis janvier. Les exportations ne sont pas au mieux de leur forme et l'ensemble des conjoncturistes sont inquiets.

Il faut noter au passage que, si le Premier ministre prévoit une croissance du pouvoir d'achat de 2 %, il table sur une augmentation de 4 % des achats des consommateurs. Compte tenu de leur stabilité actuelle, malgré une modification des taux d'épargne, une telle « espérance » implique une distribution (électorale ?) de revenus, ou plus simplement que certaines catégories, plus « à l'aise » en 1978 qu'en 1977, pourront, elles, consommer davantage. Certes, le gouvernement a prévu une légère croissance du minimum vieillesse, un abattement fiscal pour les salariés partant à la retraite. Mais tout cela est un peu court pour expliquer cette croissance de la consommation.

Faut-il parler, côté recettes, des hausses classiques de l'essence, du tabac, de la vignette auto ? Rien de bien neuf dans tout cela, si ce n'est, pour la vignette auto, que ce sont les 5-7 CV qui connaîtront les majorations les plus fortes ! Ce qui prouve que c'est encore sur les salaires que pèsera — toujours — la pression fiscale.

A vrai dire, ce budget, conjoncturel en diable, électoral à tous les sens du terme, est un budget transitoire. En avril prochain, et quel que soit le résultat des élections, il faudra le modifier, le rebâtir. L'ennui, en attendant, c'est que ce budget est tout sauf un budget de relance. Or, lorsque l'on a dépassé le million de chômeurs, que faut-il faire : rassurer les Français inquiets en leur décrivant une année 1978 presque normale, ou tout faire pour que des millions de Français ne sachent plus ce qu'est la pauvreté ?

Raymond Barre, pour gagner les élections, a donc fabriqué un budget « impossible ». On le voit, ses « efforts », sa recherche de « vérité » sont très limités. Ce qui n'est pas pour surprendre. Et, comme l'acrobatie a ses limites, même le patronat a fait la fine bouche. Car, à la fin de 1977, « le double pari d'une croissance plus forte et d'une hausse des prix moins importante en 1978 est incertain ». C'est l'Assemblée permanente des chambres de commerce qui a fait ce commentaire. C'est tout dire !

GUY PERRIMOND

MOHAMMED FAIS TA VALISE !

Au mois de juin dernier, Lionel Stoleru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail, chargé de la condition des travailleurs manuels, offrait aux travailleurs immigrés l'« aide au retour ». Pouvaient bénéficier de cette aide les chômeurs touchant des allocations de chômage, à condition qu'ils ne soient pas ressortissants d'un Etat membre de la C.e.e., ni laotiens, ni monégasques, ni comoriens — et à quelques diverses autres conditions.

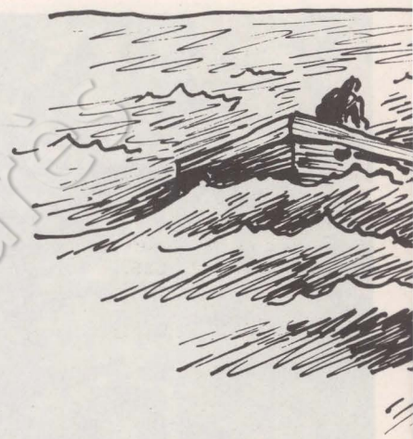
Moyennant 10 000 F, gracieusement offerts par le gouvernement français, le travailleur repartait dans son pays, en promettant, bien sûr, de ne plus jamais remettre les pieds sur le sol de l'Hexagone. Sur 95 275 chômeurs étrangers en France, quelques milliers seulement ont accepté cette prime au départ définitif. Un échec pour le ministre.

Peu importe, semble-t-il, puisque le 27 septembre Stoleru annonçait l'extension de l'« aide au retour » à tous les travailleurs immigrés résidant en France depuis cinq ans, ainsi que l'arrêt de l'immigration familiale et la cessation « définitive » de la délivrance de carte de travail aux étrangers. A noter que, depuis déjà quelques mois, il n'était plus guère possible d'obtenir une carte de travail, à Paris, la préfecture de police manquant de formulaires...

Cet arrêt à la politique d'immigration, plus dur encore que celui intervenu en juin, suscite des réactions alarmées de la part des syndicats et des partis de gauche. A l'époque, la C.g.t. s'était élevée violemment contre l'initiative du secrétaire d'Etat, assurant qu'elle visait à « dresser les travailleurs français et l'opinion publique contre les travailleurs immigrés et à masquer artificiellement le nombre global de chômeurs». Même écho à la C.f.d.t.

Quant au Parti socialiste, Jean Le Garrec, délégué national aux travailleurs immigrés, rappelait — dans un supplément au « Poing et la Rose » publié à l'occasion du congrès de Nantes — que les travailleurs migrants sont les premières victimes du système capitaliste et de la crise : « Indispensables au développement capitaliste, les travailleurs migrants le sont également pour amortir ses crises cycliques, l'arrêt de l'embauche, les licenciements les touchant en premier : de juin 1974 à juin 1975, l'accroissement des demandeurs d'emploi étrangers a été de 163,3 % contre 88,3 % pour leurs homologues français. »

Il est maintenant clair pour les observateurs que le gouvernement, voulant à tout prix, six mois avant les élections législatives, dégonfler le chiffre du chômage qui va croissant, a trouvé dans le travailleur immigré son bouc émissaire. Depuis deux ans, les déclarations des hommes de droite allaient dans ce sens, de Jacques Chirac à René Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, en passant par François Ceyrac qui déclarait, il y a un an et demi déjà, qu'« il ne devrait pas y avoir de problème de chômage en France puisqu'il y a un million de chômeurs et un million huit cent mille travailleurs immigrés » !



Ainsi, un climat de tension typiquement raciste s'est créé : les travailleurs immigrés prennent le travail des Français. On n'est pas très loin du sinistre slogan nationaliste d'avant la guerre : « La France aux Français. » Une certaine presse, dont le plus bel exemple est « le Parisien libéré », ne s'est d'ailleurs pas fait faute d'exploiter presque quotidiennement ces déclarations : l'étranger non seulement vole notre travail, mais il est encore celui qui viole nos femmes et qui encombre nos hôpitaux.

Un climat de rejet s'est ainsi créé, qui favorise les ratonnades ou les assassinats comme dans l'affaire de Châtenay-Malabry, où un policier a achevé un jeune gangster immigré déjà blessé et tombé à terre. Stoleru donne quant à lui raison aux ratonneurs et aux assassins en déclarant que le refus de carte de travail — pour protéger l'emploi des Français — aux enfants de travailleurs immigrés « pousserait quasi inévitablement vers la prédélinquance les adolescents étrangers ayant terminé leur scolarité et privés du droit au travail ».

« Malgré cela, dit Le Garrec, les nouvelles mesures de Stoleru seront un échec comme les précédentes. La prise de conscience de plus en plus grande des travailleurs immigrés les rend peu sensibles à ce miroir aux alouettes. » Et pourtant, il semble bien que le gouvernement, en proposant l'« aide au retour », y voit aussi un moyen de se débarrasser de cette main-d'œuvre de plus en plus consciente, même si elle est peu syndicalisée, pour la remplacer par une main-d'œuvre nouvelle que l'on pourra exploiter à merci, sans remous : turque ou coréenne, pour le moment.

« Le blocage de l'immigration familiale à partir du 1er octobre est une négation du droit de tout homme à vivre avec sa femme et

UNE AGGRAVATION DU DEFICIT EXTERIEUR

Quelques conclusions du rapport d'Anicet Le Pors, haut fonctionnaire à la direction de la Prévision du ministère de l'Economie et des Finances, intitulé « Immigration et Développement économique et social » :

Le nombre des travailleurs immigrés en France et la place qu'ils occupent dans l'appareil de production en font actuellement un facteur structurel de l'économie française. Leur importance relative dans des secteurs tels que l'automobile et le B.t.p., leur concentration en zones urbaines et les fonctions spécifiques qu'ils remplissent font que tout changement rapide de cette organisation entraînerait des inconvénients pour nombre de secteurs et d'entreprises et aurait un coût pour la collectivité.

L'appel aux travailleurs immigrés a eu en général dans le passé un caractère complémentaire du développement et de la modernisation des entreprises. Cette liaison n'est pas fatale mais suppose, si on veut la modifier, que d'importants investissements de productivité soient accompagnés d'efforts en matière de qualifications professionnelles.

Les possibilités de substitution des travailleurs français aux travailleurs immigrés semblent limitées dans l'immédiat. Une régression trop rapide de la population immigrée active pourrait même être cause d'un chômage technique des nationaux. Les meilleures possibilités de substitution semblent fournies par les opérations de décentralisation et d'implantations nouvelles en province. Une telle politique de substitution suppose, pour passer dans la réalité sur une base large, un effort considérable de relèvement des plus bas salaires et d'amélioration des conditions de travail. »

Et le rapport conclut qu'un autre type d'analyse, par exemple une simulation réalisée à l'aide du modèle utilisé pour le VIIe Plan, aboutit aux mêmes résultats : « Une réduction de la population immigrée n'entraînerait que peu de créations d'emploi pour les nationaux et, même compte tenu d'une faible réduction des transferts de fonds, provoquerait une aggravation du déficit extérieur. »

GUYANE : UN FAR WEST POUR LES CHASSEURS D'OR



Prétendre que le départ des travailleurs immigrés résoudrait le problème du chômage est une aberration : sur cinq emplois libérés par les immigrés un seul pourrait être occupé par un Français

ses enfants en toute liberté, droit inscrit dans la Déclaration des droits de l'homme et dans la convention européenne », disent les associations de travailleurs immigrés.

Au-delà de son aspect antihumanitaire la politique actuelle a été dénoncée par tous les spécialistes comme une aberration, y compris sur le plan économique. Et cela même par les experts ministériels (voir encadré ci-dessous).

Car, entre autres aberrations, il est prouvé que, sur cinq emplois libérés par des immigrés, un seul pourrait être occupé par un travailleur français.

Au Parti socialiste, on pense que cette politique de l'immigration se fera fâcheusement sentir dans l'avenir pour la France : « Nous savons très bien, dit Le Garrec, qu'une des données fondamentales du développement économique sera basée sur la nature des relations que nous entretenons avec le tiers monde. Et la politique menée depuis un an par le gouvernement aboutit à une détérioration extraordinaire de l'image de la France dans la conscience collective des peuples du tiers monde. Nous le paierons dans quelques années. » Elle a déjà abouti à une détérioration dans les rapports franco-algériens.

« On est exploité comme les autres travailleurs, plus que les autres et on n'a même pas le droit de pleurer notre misère », écrivait le Sénégalais Sally N'Dongo dans son livre « Exil connais pas ». Cependant, un front de défense dans lequel on retrouve les organisations syndicales et politiques de gauche — et au premier rang duquel il y a le Parti socialiste — tente de faire prendre conscience à l'opinion publique que « le tiers monde est aussi dans nos murs ».

Que ce soit dans la grève des loyers menée par les résidents des foyers de la Sonacotra comme dans l'affaire de la régularisation des titres de séjour des travailleurs mauriciens, les militants du P.s. ont travaillé sur tous ces terrains de lutte avec les immigrés. Une proposition de loi visant à garantir les droits des travailleurs étrangers et à leur reconnaître des droits politiques au niveau communal va être déposée à l'Assemblée par les socialistes.

« Nous devrons prendre en charge les dégâts considérables causés par la politique des vingt dernières années, conclut Le Garrec ; il faudra de la volonté, des moyens et surtout du temps. »

EMMANUELE PLAS

PRESTATIONS FAMILIALES : UNE SOURCE DE BENEFICE CONSIDERABLE

Extraits des conclusions du volumineux rapport (500 pages) établi par une équipe de chercheurs en sciences économiques de l'université de Grenoble, « les Travailleurs immigrés et la Sécurité sociale » :

« Dans le cas de l'assurance maladie, mis à part le nombre d'hospitalisations que l'on peut estimer être un peu plus élevé que pour les assurés français, les contrôles médicaux et le jeune âge des immigrés semblent se traduire par leur bon état de santé malgré les différences de climat et les conditions déplorables de travail et de logement. Ce fait diminue d'autant les dépenses qui, en moyenne, sont plus faibles pour eux que pour les Français.

En ce qui concerne les prestations familiales, il apparaît que les familles plus nombreuses jouissent de prestations supérieures. Mais le fait que les allocataires dont la famille réside au pays d'origine ne perçoivent que des allocations familiales à un taux très réduit a pour effet qu'en moyenne les allocataires étrangers, en particulier les immigrés récents, perçoivent des prestations nettement inférieures à celles des allocataires français. Nous avons même pu établir de manière assez précise que les allocataires dont la famille n'est pas en France constituent la source d'un bénéfice considérable pour le système français de prestations familiales. »

« Pour la France entière, ce bénéfice serait de 1,358 milliards de francs par an, dont 1,129 milliard pour les Maghrébins. »

changer la vie politique en France

SOCIALISTES ET CEGETISTES

Les socialistes de la C.g.t. de la fédération de Paris viennent de publier un communiqué dont nous reproduisons ici de larges extraits.

« Les socialistes syndiqués à la C.g.t. constatent : qu'il y a 2 800 000 adhérents actuellement à la C.g.t. et par ailleurs 700 000 adhérents au Parti communiste ; ils en déduisent que trois syndiqués C.g.t. sur quatre ne sont pas membres du Parti communiste ; ils dénient ainsi le droit dont s'accaparent les camarades communistes syndiqués à la C.g.t. de faire prévaloir leur point de vue comme étant celui de l'ensemble de la C.g.t.

(...) Les socialistes syndiqués à la C.g.t., se référant aux paroles de feu Benoît Frachon, qui indiquait que la C.g.t. se condamnerait à ne représenter qu'une fraction du monde ouvrier français si elle se transformait en syndicat de parti, invitent tous les camarades communistes syndiqués à la C.g.t. à garder, au sein de notre centrale syndicale, la stricte neutralité que s'imposent, dans le respect des statuts, les socialistes syndiqués à la C.g.t., qui se dispensent de mêler aux questions syndicales leurs conceptions politiques, qu'ils débattent plutôt dans les sections politiques d'entreprise, évitant ainsi de confondre soutien politique et combat syndical ! »

MANUVIL : UNE VICTOIRE HISTORIQUE

« Reprenez le travail et on discutera après », avait dit, le 30 septembre dernier, le patron de Manuvil, entreprise de confection dans le 4e arrondissement à Paris.

« Des clous ! », avaient rétorqué en substance les grévistes. « Celle-là, il nous l'a déjà faite en 1972. Et il nous a bien eus : on y avait gagné des queues de cerises ! ».

Alors, cette fois, ils n'ont pas marché. Bien leur en a prit : constatant que ni le week-end ni le lundi n'avaient entamé leur résolution, la direction a décidé, ce mardi, de reprendre les négociations. Une première victoire dont les grévistes ne sont pas peu fières. D'autant plus qu'au soir de cette journée, compte tenu des nouvelles propositions de la direction, elles ont accepté de reprendre le travail dès le lendemain.

Certes, les salariés (cent vingt femmes, vingt hommes) n'ont pas obtenu tout ce qu'ils voulaient. Mais faire de Manuvil une entreprise du XXe siècle en une grève, personne n'y comptait vraiment. « Ici, il n'y a qu'une chose de moderne : c'est le rendement », ironise une repasseuse. Car cette entreprise, à deux pas des tuyauteries multicolores du centre Beaubourg, en plein Marais, fait vivre ses employés à l'heure du XIXe siècle. Les passants de la rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, où les grévistes expliquaient lundi dernier, devant la porte de leur entreprise, les raisons de ce mouvement, n'en revenaient pas.

« Pour vous donner une idée, explique Philippe di Gregorio, presseur et délégué C.f.d.t., chaque relèvement du Smic oblige la direction à réajuster les salaires de plusieurs



catégories sous peine de se retrouver hors la loi. »

Quant aux conditions de travail, elles n'ont rien à envier aux salaires. Bruit, chaleur des presses, cadences à la limite du supportable amènent à ce record édifiant : chaque mois, en moyenne, quatre ou cinq personnes craquent nerveusement.

Dans ce climat, rendu encore plus lourd par une suspicion et des brimades quotidiennes (un retard d'une minute fait sauter un quart d'heure de paie), la direction aurait dû sentir qu'il n'en fallait pas beaucoup pour déclencher une grève. Elle a cru calmer la colère latente en généralisant à tout le personnel une augmentation légale (40 centimes horaires), prévue seulement pour les bas salaires. Mais elle n'aurait pas dû assortir cette brusque « générosité » de trois conditions qui en annulaient la portée.

Pour bénéficier de cette augmentation, il aurait fallu :

1) Faire un travail « jugé » de bonne qualité. Mais qui juge ?

2) Ne pas s'absenter : tant pis pour les malades ;

3) Assurer un certain rendement. Et quel rendement ! « Il faudrait que j'arrive à piquer trente-trois revers de col à l'heure, explique une ouvrière. J'ai beau faire, je ne dépasse pas les vingt-cinq. Autant dire tout de suite que les 40 centimes n'étaient pas pour moi. »

C'en était trop. Le 27 septembre, une majorité écrasante, après un vote à bulletin secret, se dégageait pour la grève. C.g.t. et C.f.d.t. dressaient la liste des revendications. Pour la première fois depuis plus de vingt-cinq ans que Manuvil existe, le dernier des trois étages était occupé. En dessous, une quarantaine de personnes restaient à leur poste sans pouvoir empêcher la paralysie de l'entreprise. Le 3 octobre, une trentaine de pièces à peine sortaient des ateliers. Il en sort d'habitude entre deux cent quatre-vingts et trois cents chaque jour.

En accordant à tous 55 centimes sans conditions, des tickets-restaurants à 10 F et une augmentation de la prime de fin d'année, la direction reste encore loin du franc horaire revendiqué par les salariés. Mais elle a cédé. Parce qu'elle n'avait pas le choix. Et cela restera dans l'histoire de Manuvil.

TOUJOURS LA SINISTRE C.F.T.

De notre correspondant à Bordeaux.

Faudra-t-il mettre la C.f.t. au nombre des charges indues supportées par la Sécurité sociale ? Il y a dix jours encore, à l'usine Ford de Blanquefort (Gironde), les nervis de cette organisation n'ont pas failli à leur réputation. Un ouvrier de dix-neuf ans et demi, embauché douze jours auparavant, en a fait les frais. Un prétexte futile (sa méconnaissance des lieux) est à l'origine de la bagarre qui l'a opposé à deux gardes C.f.t. du service de surveillance. Frappé à coups de matraque et de crosse, le jeune homme a été transporté sur le parking de l'usine, où il est resté inanimé pendant une heure avant d'être secouru par des ouvriers.

Selon la direction, une crise de nerfs — voire d'épilepsie — du jeune ouvrier aurait contraint les deux vigiles à intervenir d'une manière musclée. Les parents protestent, soulignant le parfait équilibre moral et physique de leur fils. Grièvement blessé, celui-ci a été amené au centre de traumatologie de Tastet-Girard, puis à l'hôpital psychiatrique de Picon, car il n'avait pas recouvré totalement ses esprits.

Dans cette usine Ford où la répression est érigée en institution, les gardes C.f.t. n'en sont pas à leur coup d'essai. Déjà, au mois d'avril, ils avaient violemment agressé un ouvrier. Résultat : douze jours d'arrêt de travail pour ce dernier.

J.-P. B.

DUBIGEON : LA GREVE S'ETEND

Aux Chantiers navals Dubigeon-Normandie, la grève s'étend. Tandis que les deux mille salariés des établissements de Nantes en sont à leur cinquième semaine de grève, le mouvement gagne d'autres villes. Ainsi, les mille employés que compte Dubigeon en Seine-Maritime (répartis entre Rouen, Le Havre et Dieppe) ont débrayé la semaine passée à l'appel des syndicats C.g.t. et C.f.d.t. Les revendications étaient exactement les mêmes que celles des métallurgistes de Nantes : revalorisation des salaires, sauvegarde de l'emploi.

On peut donc s'attendre à de nouveaux mouvements de ce type si la direction de Nantes continue à refuser toute discussion.

GUYANE: UN FAR WEST POUR LES CHASSEURS DE PRIMES

« Un rien de pays », pièce de l'écrivain guyanais Elie Stephenson, récemment jouée à Cayenne, mettait en scène un ministre lointain venu présenter aux populations locales le 153e plan de développement. Un an plus tard, rien n'avait été entrepris, et le ministre proposait alors un nouveau projet tout aussi exceptionnel que le précédent.

L'allusion au plan vert, lancé par Olivier Stirn, ministre des Dom-Tom, en août 1975, est plus qu'évidente. Deux ans plus tard ne faut-il pas classer directement ce plan au chapitre des illusions perdues ou dans la liste déjà trop longue des échecs ?

Certes, après les promesses, une vague de scepticisme s'est abattue sur le département. Puis il y eut une rémission : la visite de Chirac, suivie de près par une multitude de ministres et de secrétaires d'Etat, permettait a la « majorité » de renforcer ses positions lors des élections cantonales de 1976.

Les projets initiaux — aussi grandioses qu'irréalistes — ont, depuis 1975, été ramenés à de plus modestes proportions. Le plan vert, s'il ne bouleverse pas la Guyane, la transformera néanmoins assez profondément. Prêts et subventions se multiplient. Et la vraie question n'est plus ce plan de développement verra-t-il le jour, mais se fera-t-il par et pour les Guyanais ?

En 1975, ce pays ne produisait rien, n'exportait rien, importait tout. Et, sans vouloir faire de mauvais jeux de mots, rien multiplié par deux ou même trois, cela ne donne pas grand-chose :

- Les exportations représentent moins de 5 % des importations ; elle ont néanmoins presque doublé en un an ;
- Le troupeau bovin ne compte que 2 000 têtes ; il a pourtant augmenté de 30 % ;
- Huit migrants seulement sur des milliers de candidats se sont lancés dans l'agriculture et l'élevage. Ils ont reçu mille hectares. Or, la Guyane ne possédait que 3 400 hectares de terres cultivées.



Olivier Stirn, vu par Solo.

Un pays à l'encan

Chaque jour, des arbres sont abattus, des routes ouvertes ou refaites, des terrains défrichés. Dans l'agriculture en particulier, des sommes considérables sont débloquées. Doit-on, alors, se laisser emporter par un optimisme béat et louer le gouvernement qui, pour une fois, semble avoir tenu ses promesses ?

Nullement. Car, si un effort important a effectivement été consenti, de très sérieux retards subsistent et, surtout, on peut se demander à qui profitent prêts et subventions. Car le profil des heureux bénéficiaires ne manque pas de susciter certaines inquiétudes. L'administration ne semble, ici, avoir d'yeux que pour les gros investisseurs.

En revanche, les petits agriculteurs, forestiers ou pêcheurs, sont dans l'ensemble assez pessimistes. Leur situation matérielle reste précaire. Peut-on vivre sur deux hectares ? Or, 90 % des exploitations n'ont même pas cette taille. Et certains de se demander s'il ne serait pas plus juste, sinon plus judicieux, d'affecter un peu de la manne gouvernementale à la création d'une agence nationale pour l'emploi ou de centres de formation professionnelle.

Aussi les Guyanais demeurent-ils assez sceptiques. Ils ne connaissent que trop bien ces chasseurs de primes qui s'abattent, tels des vautours, sur leur pays. Et que penser de ce pouvoir central qui élabore des projets sans les consulter ni les tenir au courant ?

La méfiance croissante de la population pour les organisations françaises, partis politiques ou syndicats, est significative. Il n'y a dans le département ni Parti républicain, ni C.d.s., ni Parti communiste. Stirn n'a pas non plus réussi à y implanter son groupuscule.

Le seul syndicat représentatif est l'Union des travailleurs guyanais (U.t.g.), favorable à l'indépendance.

Lors des dernières élections municipales, le Parti socialiste guyanais (P.s.g.), dont le secrétaire général est le sénateur-maire Léopold Héder, a conservé ses bastions de Cayenne et Saint-Laurent, villes qui regroupent à elles seules les trois cinquièmes de la population. Néanmoins, le P.s.g. a vu ses positions s'effriter quelque peu depuis le ralliement à la « majorité présidentielle » de certains autonomistes comme Ho-A-Chuck, l'actuel président du conseil général, ou Montgénie, l'ancien leader du P.t.g. (Parti du travail guyanais).

Les notions de droite et de gauche ne sont pas perçues de la même façon en Guyane, et il serait absurde de vouloir appliquer les schémas européens à un pays d'Amérique du Sud.

Ainsi le Moguyde (Mouvement guyanais →

"QUE LA FRANCE NE NOUS ACCULE PAS A LA DESESPERANCE"



Le docteur André Lecante et Alain Vivien

Conférence de presse jeudi 22 septembre au siège du Parti socialiste : le docteur André Lecante, président de l'Union des maires de Guyane, membre du Comité directeur du Parti socialiste guyanais, et Alain Vivien, délégué national aux Dom-Tom, ont longuement évoqué les problèmes posés par l'avenir de la Guyane.

Les Guyanais sont habitués à ce que Paris décide de leur sort sans les consulter, mais ils trouvent que depuis quelques mois le gouvernement force la dose :

1) L'expulsion de Salima Adjali par simple arrêté préfectoral a créé un malaise jusque dans les milieux les plus progouvernementaux. Cet arrêté, le secrétariat d'Etat aux Dom-Tom s'est empressé de la justifier a posteriori par une circulaire qui autorise les préfets à expulser les ressortissants étrangers sans en publier les motifs.

La pression exercée par tous les mouvements démocratiques guyanais, l'intervention du Parti socialiste français, la condamnation de la procédure par le Conseil d'Etat font qu'aujourd'hui Salima Adjali est autorisée à rentrer en Guyane. Mais le principe de l'expulsion d'étrangers par des voies administratives arbitraires reste posé.

2) L'arrivée de trois cents Cambodgiens réfugiés en Thaïlande a suscité de telles protestations qu'il a fallu les « parquer » en vitesse sur des terres communales concédées par le président du conseil général (récemment rallié à la majorité). Cette tentative d'augmentation de la population par transplantation de réfugiés anticommunistes est présentée par Paris comme nécessaire au développement économique du département, mais les Guyanais savent bien qu'il s'agit en fait d'une manœuvre politique : en faisant appel à des populations peu suspectes de sympathies pour la gauche, le gouvernement prépare à sa façon les prochaines échéances électorales.

Aspect du problème qui semble avoir totalement échappé au Secours catholique chargé de réaliser l'opération. En revanche, l'évêque de Cayenne, qui avait promis de distribuer des terres aux nouveaux arrivants (l'Eglise guyanaise est un gros propriétaire terrien), s'est ravisé : il a sans doute compris quel était l'enjeu de cette « bonne œuvre » !

3) Faire une greffe de population ne suffit pas : la mise en œuvre du plan de développement guyanais nécessite des capitaux. Là encore, le gouvernement a fait appel à l'étranger. « La Guyane a deux richesses : la pêche et la forêt. Les pêcheries ont déjà été bradées aux Etats-Unis du temps de Louis Jacquinot. Aujourd'hui, Olivier Stirn prépare des contrats qui accordent le monopole de l'exploitation du bois guyanais à deux grands groupes américains », remarque le Dr Lecante avec amertume.

Et il ajoute : « Où sont les Guyanais là-dedans ? On nous parachute de France un plan de prétendu développement. Développement de quoi ? Du capitalisme américain ou du pays guyanais ? Nous voulons faire nos choix nous-mêmes : cela ne sera possible que si nous disposons d'une Assemblée qui puisse contrôler les investissements. »

Alain Vivien rappelle alors que, dans la Charte des socialistes d'outre-mer (voir « l'Unité » n° 257), il est prévu d'élire au suffrage universel une Assemblée chargée d'élaborer un nouveau statut et de négocier avec le gouvernement français « de telle sorte que ce statut permette le développement économique et le progrès social et culturel des peuples concernés ; à cette fin, les transferts de crédits publics seront remis globalisés à la disposition de l'Assemblée prévue au nouveau statut ».

« Notre terre est belle et riche. Que la France ne nous acule pas à la désespérance en nous en dépossédant... » , conclura le docteur Lecante.

VERONIQUE NEIERTZ

→

de décolonisation) refuse l'étiquette de « gauche ». Il se présente comme « nationaliste ». « Personne, même dans la bourgeoisie, ne peut rester insensible aux idées indépendantistes », affirme l'un des leaders, Alain Michel, dont la compagne de nationalité algérienne, Salima Adjali, a été expulsée (voir encadré).

Le chemin effectué par l'idée d'indépendance est considérable : elle n'est plus seulement véhiculée par des groupuscules lycéens. Deux mairies sont aujourd'hui gérées par des indépendantistes, et le secrétaire général du R.p.r. a lui-même reconnu dans une interview que l'indépendance était inéluctable. Affirmation très peu prisée à Paris, et qui a provoqué, une semaine plus tard, la victoire à la présidence du parti gaulliste d'un jeune loup chiraquien de trente ans, Paulin Bruné, conseiller général de Cayenne et nouvel homme fort de la droite guyanaise.

Car l'indépendance est un mot banni par l'administration et reste le talon d'Achille du plan de développement. Dans une Amérique du Sud troublée, la stabilité politique de la Guyane, promise par le gouvernement français, est l'une des conditions essentielles de l'installation éventuelle des papetiers américains.

L'autre sujet d'inquiétude pour les investisseurs demeurant l'arrivée probable de la gauche au pouvoir en mars 1978 et son attitude concernant le statut de la Guyane.

En 1975, le pôle presque exclusif du plan de développement était la forêt, surnommée « l'or vert ». Il s'agissait d'entrebâiller le gigantesque manteau forestier (80 000 km2), afin de compenser le déficit de la France en produits cellulosiques qui s'élevait à 8,7 milliards de francs en 1976.

Les réalités vont moins vite que les souhaits. Les papetiers français ont décliné les offres du gouvernement, incapable de réaliser les investissements énormes exigés. Il a donc fallu faire appel aux Américains. Deux sociétés se sont constituées. Les Produits forestiers de la Guyane, qui regroupent International Paper Cy, la Cellulose du pin et la B.n.p., installeraient leur usine au port du Degrad-des-Cannes, près de Cayenne. Ce projet semble avoir de très sérieuses chances de voir le jour. Il emploierait 1 000 à 1 500 personnes, ce qui est considérable dans un pays de 55 000 habitants.

International Paper envisage seulement d'exploiter la forêt pour ses bois d'œuvre, et ce n'est que dans un avenir lointain, si tout réussit, qu'il produira de la pâte à papier.

En revanche, la venue de l'autre papetier, Arbocel, associant Parsons and Whittemore, le Groupement européen de la cellulose et la Caisse centrale de coopération économique, est plus que douteuse. Il demande en effet 2,5 milliards d'investissements, qui ne sont pas faciles à trouver dans la conjoncture actuelle. De plus la route reliant la région de Kourou, où l'usine devait s'installer, au Degrad-des-Cannes (seul port en eaux profondes) est incapable actuellement de supporter des camions grumiers de 50 tonnes. Or, elle ne sera pas réaménagée à court terme. Deux autres projets de moindre envergure : la Société guyanaise des bois (60 000 hectares) et les Fabricants réunis (90 000 hectares de concession), devraient du moins voir le jour. Ils tripleraient ou quadrupleraient la production actuelle de grumes.

S'il est tout à fait illusoire d'espérer que la forêt guyanaise résolve les problèmes papetiers de la France — ce département ne sera pas « la Finlande des tropiques » — , on peut raisonnablement penser que ce pays va connaître un certain développement économique.

Toutefois, on se rend compte, dès à présent, que ce plan ne se fera pas par les Guyanais mais plutôt grâce à d'importants investisseurs américains et qu'il risque de se réaliser non pas pour les Guyanais mais sans eux.

Oubliés pendant des décennies par la métropole, les Guyanais vont-ils être aujourd'hui exclus du développement de leur pays ?

IAN HAMEL

PARADIS DE L'INFORMATIQUE OU ENFER DU FICHIER

La session parlementaire d'automne s'est ouverte mardi 4 octobre par un débat sur le projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés. Le projet a été rapporté par Jean Foyer, président de la commission des Lois de l'Assemblée nationale, quarante-trois mois exactement après l'émoi suscité par les révélations sur le projet « Safari », projet visant à rassembler dans un fichier central informatisé l'ensemble des informations détenues sur un citoyen, à travers des fichiers administratifs ou non.

Cet émoi avait d'ailleurs amené le gouvernement à mettre en place la commission Chenot, en novembre 1974. Puis une commission Informatique et libertés avait été animée par Bernard Tricot, conseiller d'Etat, qui publia un rapport assez alarmant, contenant de nombreuses recommandations, en juin 1975. Un premier projet de loi, malheureusement assez éloigné de l'esprit du rapport Tricot, était déposé en août 1976. Puis plus rien... Raymond Forni, député socialiste de Belfort, s'inquiétait alors de ce retard en déposant une question écrite.

Les dangers que peut présenter l'utilisation sans nuance — et même la simple constitution — d'un fichier, informatisé ou non, ont été dénoncés de longue date par plusieurs organisations, et notamment par le syndicat de la Magistrature. Raymond Forni est intervenu dans le débat à l'Assemblée nationale au nom du groupe socialiste et des radicaux de gauche. Il explique ici le sens de cette intervention.

PAR RAYMOND FORNI

Les socialistes, dès 1972, dans leur programme « Changer la vie », puis dans le Programme commun, avaient prévu de « protéger l'individu contre la recherche et l'utilisation abusive de l'information, par les techniques modernes ».

Leur objectif n'est pas, en effet, de se lamenter sur les progrès de l'informatique, de mener un combat d'arrière-garde, mais d'en prendre conscience afin d'organiser leur contrôle pour en prévenir les excès.

L'actualité récente (les fichiers scolaires mis en place par la réforme Haby, l'utilisation des fiches informatiques par le tribunal de Nanterre, l'ajournement abusif de trois étudiants au concours de la magistrature) soulève divers problèmes et montre bien l'urgence de mettre en place un contrôle du développement de l'informatique et du traitement des données nominatives. Le débat parlementaire sur ce projet de loi a permis au P.s. de souligner et de tenter de combler les graves lacunes du projet gouvernemental.

En premier lieu, il apparaît indispensable de réglementer et de contrôler tous les traitements d'informations nominatives, informatisés ou non. Autrement dit, il convient d'étendre également les contraintes futures aux modes non informatisés d'enregistrement et de circulation des données.

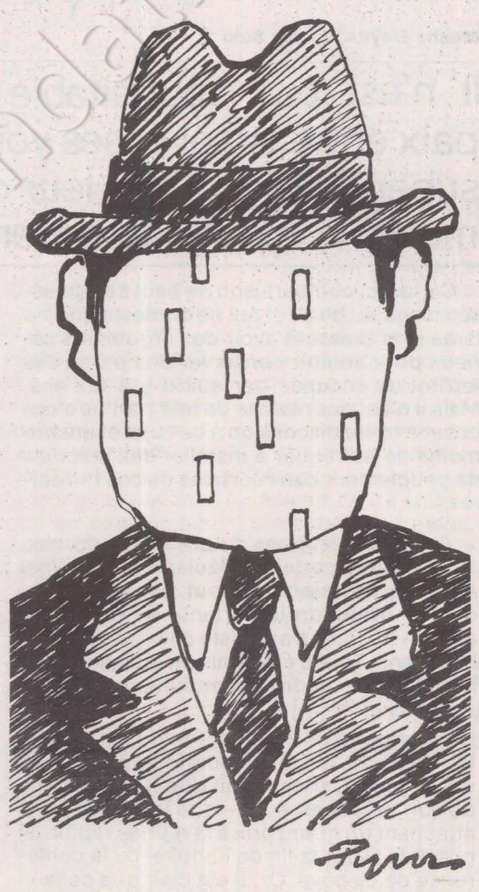
Sans établir de distinction entre traitement informatisé et traitement non informatisé. Et sans en établir non plus entre traitement public et traitement privé.

En effet, les dangers inhérents aux procédés modernes d'enregistrement et à l'informatique ne sont pas limités aux organes de l'Etat. Le risque est grand, en particulier dans l'ordre économique et social : mise sur ordinateur de tous les éléments relatifs à un ouvrier, à un cadre, recours à des agences spécialisées qui prolifèrent depuis quelques années et procèdent à des enquêtes, de façon inqualifiable souvent, avant l'embauche et au cours de la carrière des intéressés.

Comment pourrait-on concevoir d'établir des distinctions ? Sans doute les traitements les plus « sensibles » sont-ils les traitements publics informatisés, mais un traitement privé manuel peut l'être tout autant.

Un deuxième aspect décisif, souligné dans les recommandations du rapport Tricot, voudrait que l'on situe notre législation dans le cadre international afin de faciliter l'exercice légitime des activités informatisées et d'assurer l'efficacité des règles jugées nécessaires.

La France doit donc prendre toutes les garanties nécessaires à l'égard de l'étranger. Nous devons éviter, d'une part, que notre pays ne devienne un paradis informatique pour pays douteux et, également, que des informations concernant des citoyens français ne soient traitées dans des « pays paradis ».



Le texte qui sera voté serait sans intérêt s'il ne prenait des précautions sérieuses sur ces points.

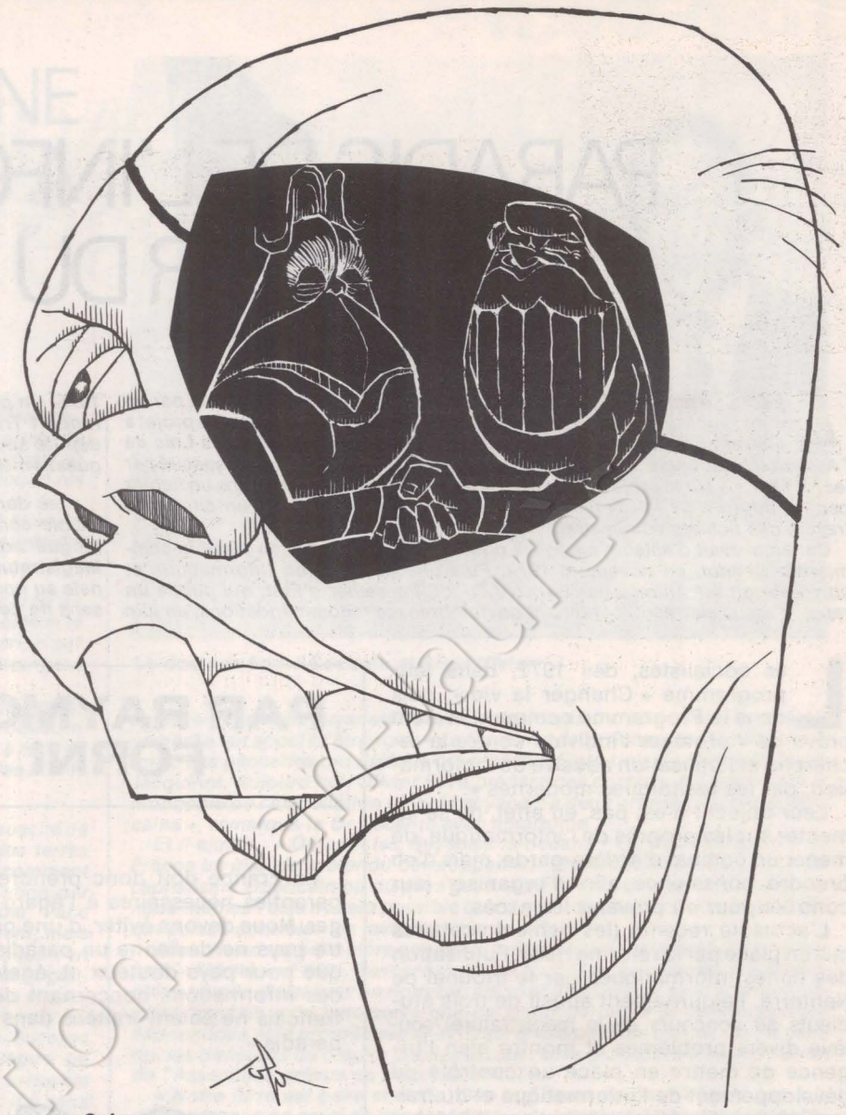
Comment ne pas voir aussi que permettre le développement de l'informatique, c'est le « neutraliser », le contrôler, lui faire perdre son aspect inquiétant ? C'est-à-dire entreprendre une action positive à l'égard du public en provoquant, en particulier, une profonde évolution des mentalités. Le fiché doit être regardé non comme un sujet, mais comme un partenaire. En ce sens, la loi doit l'associer à la création des fichiers par l'intermédiaire de ses représentants. Elle doit organiser son information sur les objectifs des questionnaires qui lui sont soumis. Et, surtout, elle doit ouvrir très largement le droit d'accès de chacun aux fiches le concernant.

Un dernier point capital tient dans le mode de désignation et la composition de la commission nationale de contrôle des fichiers. Le rapport Tricot a lui-même insisté sur la nécessité de lui garantir tant une grande indépendance juridique et morale que des compétences techniques. Par ailleurs, le Conseil d'Etat, consulté les 6 et 8 juillet 1976, a également souhaité que l'instance de contrôle dispose d'un maximum d'indépendance au regard de l'exécutif. Par conséquent, son indépendance doit être préservée, ses membres élus et non pas nommés, et certaines garanties doivent leur être accordées. Les compétences techniques nécessaires au bon travail de la commission doivent être garanties, notamment par la qualité et les compétences de certains de ses membres (journalistes spécialisés, experts en informatique). Enfin, l'activité de cette commission spécialement chargée de préserver les libertés doit se faire en liaison étroite avec le Parlement, qui doit y être représenté et auquel doit être adressé un rapport annuel. « Last but not least », l'efficacité de cette commission rend nécessaire sa décentralisation. La teneur des débats et le texte finalement adopté sur ce sujet seront un test de la volonté réelle du gouvernement de protéger les libertés.

Le Parti socialiste compte bien à cette occasion soumettre à l'opinion publique sa vision du monde futur. Un monde où l'homme ne sera pas dominé par la machine et la technique, mais les maîtrisera.

Israël

LA "TRAHISON" AMERICAINE



Moshe Dayan, vu par Solo

Il n'est pas souhaitable que la recherche de la paix entre Israël et ses voisins reste du domaine des super-Grands. Mais leur déclaration commune a au moins le mérite de poser clairement le problème

Immobiliste sur le plan intérieur américain au point d'avoir laissé se dégrader sensiblement l'image du changement qu'il avait su donner pendant sa campagne électorale (voir page 16 l'article de Norman Birnbaum), le président Carter n'est pas avare d'initiatives sur le terrain diplomatique. Même si celles qu'il a prises successivement depuis son arrivée à la Maison-Blanche apparaissent quelque peu contradictoires.

Son premier geste, on s'en souvient, avait fait quelque bruit : tout en s'affirmant partisan de la détente, le nouveau président s'était fait le défenseur des libertés et des droits de l'homme dans les pays de l'Est, ce qui ne pouvait manquer de provoquer de vives réactions à Moscou. En six mois, tout a changé, et dans son discours de mercredi à l'O.n.u., prononcé au moment même où s'ouvrait à Belgrade la conférence chargée de suivre l'application des accords d'Helsinki, cette question explosive a été à peine abordée. C'est qu'entre-temps un rapprochement s'est opéré entre Jimmy Carter et Leonid Brejnev, au point que l'on n'exclut pas aujourd'hui qu'un prochain Sommet puisse les réunir pour la conclusion d'un accord sur la limitation des armements stratégiques, accord qui paraît avoir sérieusement progressé au cours des dernières rencontres entre l'Américain Cyrus Vance et le Soviétique Andrei Gromyko.

Mais c'est évidemment sur le Proche-Orient que les choses sont allées le plus loin entre Moscou et Washington, sans pour autant que la situation s'en trouve véritablement éclaircie. Certes, la déclaration commune soviéto-américaine reconnaissant officiellement les droits du peuple palestinien constitue un événement historique au moins sur deux plans : d'une part, les Etats-Unis réintroduisent l'Union soviétique sur le terrain du Proche-Orient en en faisant le cogarant d'un futur accord de paix ; d'autre part, pour la première fois, ils effacent la fameuse résolution 242 de l'O.n.u., puisque, avec la caution de Washington, les Palestiniens cessent d'être des « réfugiés » pour devenir un « peuple ».

Les dirigeants israéliens ne s'y sont pas trompés, qui ont réagi violemment contre ce qu'ils considèrent comme une « trahison » américaine. Avant d'être à nouveau hospitalisé, le Premier ministre Menahem Begin a répété une fois de plus qu'il ne traiterait jamais avec l'O.l.p. — toujours considérée par lui comme une simple organisation terroriste. Il serait facile de faire remarquer que ce type de raisonnement a toujours été opposé à toute idée de négociation avec des organisations nationalistes. Pendant des années, par exemple, les gouvernements français ont considéré comme « terroristes » le Vietminh en Indochine, puis le F.l.n. en Algérie, qui sont ensuite devenus des « interlocuteurs valables ».

Certes, la comparaison ne peut être poussée jusqu'au bout, et nul ne conteste que les Israéliens puissent avoir des arguments sérieux pour vouloir conserver une partie des territoires occupés par eux il y a dix ans. Mais il n'est pas réaliste de leur part de s'opposer à toute discussion à ce sujet et encore moins de continuer à installer des colonies de peuplement dans certains de ces territoires.

Avant les élections du printemps dernier, il semblait — certaines déclarations de Ygal Allon le laissaient en tout cas penser — qu'une évolution importante se produisait au sein du Parti travailliste à l'égard des Palestiniens. Tout a été remis en question avec la victoire de la droite conduite par Begin.

C'est donc de Washington qu'est venu le fait nouveau. On sait depuis longtemps — et, sur ce plan, Carter ne fait que suivre la ligne de son prédécesseur — que les Américains attachent un grand prix à la reprise rapide (si possible avant la fin de l'année) de la conférence de Genève. Or, il est clair que celle-ci ne peut avoir de sens que si, d'une manière ou d'une autre, les Palestiniens y sont représentés. D'où l'initiative prise conjointement avec les Soviétiques qui n'attendaient que l'occasion de revenir en force dans la région.

Comme il fallait s'y attendre, le puissant « lobby » israélien aux Etats-Unis s'est immédiatement mis en mouvement contre Jimmy Carter, appuyant les efforts de Moshe Dayan, qui semble avoir réussi à fléchir le président américain et à lui faire dire qu'il n'avait pas l'intention d'« imposer de l'extérieur une solution aux pays du Proche-Orient ». Il n'est pas souhaitable, en effet, que la recherche de la paix entre Israël et ses voisins reste du domaine réservé des deux super-Grands. Leur déclaration commune a néanmoins eu le mérite de poser en pleine lumière l'une des deux conditions sans lesquelles cette recherche demeurera illusoire.

Le Parti socialiste a, pour sa part, souligné depuis longtemps qu'il n'y aura de paix au Proche-Orient que si sont reconnus à la fois l'existence de l'Etat d'Israël dans des frontières sûres et protégées et les droits du peuple palestinien à disposer lui aussi d'un foyer national.

PAUL LEDUC



changer la vie politique

ENCORE UN COUP DE PINSSEAU !

Un nouvel attentat a été perpétré dans la nuit de vendredi à samedi contre les locaux de la Ligue des droits de l'homme. Son président, Henri Noguères, l'attribue à « un groupe néo-nazi ».

Semblant bien connaître les lieux, des individus ont pénétré par effraction dans les locaux et ont forcé tiroirs et armoires, emportant avec eux plusieurs dossiers — notamment sur l'affaire Hersant. Ils ont mis le feu avant de repartir, détruisant au passage un certain nombre de documents.

La Ligue des droits de l'homme a déposé plainte avec constitution de partie civile, mais sans se faire trop d'illusions. En effet, sa précédente plainte, après l'attentat du 3 août 1976, n'a jamais abouti à une enquête sérieuse. Pourtant — Henri Noguères l'a révélé mercredi au cours d'une conférence de presse — un juge d'instruction avait été nommé à l'époque : le juge Pinsseau, celui qui a si bien réussi à étouffer l'affaire des micros du « Canard enchaîné » !

ELECTORALISME A LYON

Le secrétariat d'Etat à l'Action sociale organise à Lyon une « Rencontre nationale du troisième âge » les 8 et 9 octobre. Délégué national du Parti socialiste pour les problèmes du troisième âge, Joseph Franceschi dénonce « cette manifestation publicitaire qui n'a d'autre raison d'être que de permettre à Valéry Giscard d'Estaing d'adresser un discours — un de plus — aux personnes âgées ».

Selon Franceschi, le rassemblement de 6 000 personnes, « dont nul ne sait ce qu'elles représentent, ni qui les a choisies, n'est certainement pas un moyen sérieux de faire avancer la solution des nombreux et graves problèmes du troisième âge. Pour le Parti socialiste, il convient d'urgence d'augmenter substantiellement les pensions et le minimum vieillesse, d'avancer l'âge de la retraite, d'humaniser les maisons de retraite, de créer des services collectifs d'aide ménagère et de soins infirmiers, etc.

En s'adressant aux personnes âgées dans un souci purement électoraliste, que visent Giscard d'Estaing et le gouvernement sinon, comme le souligne Franceschi, à masquer leur inaction et leur responsabilité ?

RENTREE A LA CARTE

A Guyancourt (Yvelines), l'inspectrice des écoles maternelles a une conception de l'accueil des enfants en parfaite harmonie avec celle de son ministre. Prenez ce qu'on vous donne et fichez-nous la paix. 95 % des enfants de deux à cinq ans inscrits en maternelle se présentent le jour de la rentrée, alors, que faute d'enseignants, il manque plusieurs dizaines de places. Qu'à cela ne tienne ! L'inspectrice est venue faire pression sur les parents des enfants les plus jeunes, afin de les dissuader de maintenir leur inscription.

N'est-ce pas la solution la plus simple ? A ce détail près que toutes les études prouvent que la scolarité en maternelle est un instrument utile de lutte contre l'échec scolaire. Il est vrai que la municipalité de Guyancourt, dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, est acquise à l'Union de la gauche. Pourquoi donc se soucier autrement de cette plèbe, quand on s'appelle Haby ?

CONTRE LA TERREUR EN IRAN

En l'église Saint-Merri, 76, rue de la Verrerie, Paris 4e, une centaine d'Iraniens font la grève de la faim. Ils appartiennent au mouvement des Religieux combattants d'Iran, auquel se sont joints de nombreux étudiants iraniens venus des quatre coins de l'Europe.

Les grévistes exigent du régime du chah que soit mis fin à l'exil de leur leader Khomeyni, au terrorisme du gouvernement et au règne de terreur de la Savak (la police politique). Ils demandent la restauration de la liberté d'expression en Iran et la constitution d'un comité international permanent, responsable de la sauvegarde des prisonniers politiques iraniens.

Pour attirer l'attention sur la situation terrible qui est faite à ces détenus, les grévistes ont choisi d'exiger la libération immédiate de cinq éminentes personnalités religieuses et nationalistes actuellement incarcérées en Iran dans des conditions alarmantes.

Mais c'est justement vers la communauté internationale que se tournent aujourd'hui les grévistes de la faim, pour qu'elle exige la libération immédiate de ces cinq détenus : cinq cas parmi des milliers d'autres qui meurent lentement, oubliés de tous, dans les geôles du chah...

LE P.S. ET LE NUCLEAIRE

Le comité directeur du Parti socialiste doit se consacrer, dimanche prochain, aux problèmes énergétiques : réuni avec des experts et des délégués fédéraux, il débattra de la politique du gouvernement, du retard du programme nucléaire, de l'absence de recherche pour les énergies nouvelles, du problème de La Hague. Le comité directeur compte aussi préciser la politique du P.s. en la matière, en particulier les modalités d'un ralentissement du programme nucléaire.

LES SOCIALISTES RETOURNENT EN SEMINAIRE...

Le centre national de formation du P.s. reprend ses activités. En voici un début de calendrier. Rappelons que ces séminaires ne sont ouverts qu'aux membres du Parti, qu'on peut s'y inscrire en passant par l'intermédiaire de son secrétaire fédéral à la formation, et que c'est le secrétariat national à la formation qui enregistre les inscriptions (12, cité Malesherbes, Paris, 9e) :

— Du 21 au 23 octobre, à Paris : la préparation (pratique) des élections législatives ;

— Du 11 au 13 octobre, à Paris : la préparation des élections législatives (la politique économique du Parti) ;

— Du 25 au 27 novembre, à Saint-Prix (Val-d'Oise) : la communication politique.

Les deux premiers séminaires sont réservés en priorité aux candidats, aux premiers secrétaires fédéraux et à leurs adjoints à la formation et à la communication.

● « ENTRETIENS DU JEUDI »

Tous les jeudis, vous pouvez venir dialoguer avec deux responsables du Parti socialiste, sur les événements de la semaine, et ce de 19 heures à 21 heures :

— Le 13 octobre, avec Pierre Mauroy et Christian Goux ;

— Le 20 octobre, avec Laurent Fabius et Jean Poperen ;

— Le 27 octobre, avec Jean Pronteau et Yvette Roudy.

● Le bureau national des adhésions tient à votre disposition :

— Le discours de François Mitterrand à Nantes - deux cassettes : 20 F ;

— La conférence de presse de F. Mitterrand le 28 septembre 1977 : 10 F ;

— L'enregistrement de l'interview de F. Mitterrand à Europe 1 le 28 septembre 1977 : 10 F.

Envoyez votre commande accompagnée d'un chèque libellé au nom de C.E. Loo.

● « ALLO P.S. »

Tous les soirs, à partir de 20 heures, et ce jusqu'à 9 heures le matin, vous pouvez écouter les informations téléphonées du Parti socialiste en composant le numéro

555-91-92

JIMMY CARTER, CONSERVATEUR PAR APATHIE

Le professeur Norman Birnbaum, l'un des sociologues les plus connus des Etats-Unis, dresse ici le bilan — décevant — des huit premiers mois du gouvernement Carter, qui n'a apporté aucun remède aux graves contradictions dont souffre la société américaine.

Le gouvernement Carter est en place depuis huit mois. Et durant ces huit mois le président a semblé être absorbé par la politique étrangère. Il est pourtant parfaitement conscient que c'est de sa force intérieure (et de la façon dont il peut s'en servir) que dépend l'influence que peuvent exercer les Etats-Unis dans le monde.

Jimmy Carter, qui possède une grande faculté de réflexion, n'ignore pas que cette force ne se mesure pas uniquement en termes économiques : des composantes sociales et morales entrent en jeu. L'image du monstre américain écartelé par des conflits internes, rappelant avec une obsédante netteté celle du géant enchaîné illustrée par Richard Nixon, serait-elle toujours valable ?

Les huit mois qui viennent de s'écouler ne représentent certes pas une longue période dans l'existence d'une nation, mais c'est le sixième du mandat présidentiel. Le président et ses ministres ont, durant ces huit mois, dépensé une quantité considérable d'énergie. Ils ont beaucoup parlé. Malheureusement, il n'y a eu que très peu de réalisations concrètes et, à vrai dire, très peu d'innovations fondamentales en matière de politique économique ou sociale. Le président court actuellement le danger d'épuiser le capital de confiance qu'il avait acquis, peut-être précisément à cause de son souci constant de vouloir l'accumuler.

Jimmy Carter a été élu par un bloc d'électeurs formant une alliance de centre-gauche. Les ouvriers syndiqués, les Noirs, les éléments les plus exigeants de la classe moyenne, les citadins ont voté pour lui. Les banlieues se sont divisées, mais dans les régions les plus prospères du pays, et parmi la classe moyenne en général, c'est le candidat républicain qui l'a emporté. Carter a gouverné en essayant d'apaiser ceux qui n'avaient pas voté pour lui, et gagner ainsi un terrain normalement occupé par les républicains. De plus, il a soigneusement cherché à s'attirer les faveurs de la « grande entreprise ». Le secrétaire-trésorier de l'A.f.l.-C.i.o., M. Lane Kirkland, exprime cela de la façon suivante : « Lorsque les républicains sont au pouvoir, le monde des affaires est victorieux, car il détient le parti ; lorsque ce sont les démocrates qui l'emportent, il est également victorieux, car il monnaie le prix de sa confiance. » Le chômage atteint aux Etats-Unis le taux officiel de 7 %, ce qui représente une réalité de 9 ou 10 %. L'inflation, qui avait accusé un ralentissement il y a quelques mois, reprend à un rythme approximatif de 7 % également. La croissance économique, qui s'était accélérée ces derniers mois, connaît une nouvelle régression d'environ 6 %. Le gouvernement Carter a jusqu'ici défini l'inflation comme le problème économique le plus important.

L'objectif d'un budget fédéral en équilibre (qui rendrait très difficile une politique économique de type expansionniste, et des réformes sociales pratiquement impossibles) a été proclamé en des termes qui semblent satisfaire M. Arthur Burns, économiste républicain, président du Federal Reserve Board (l'équivalent d'une banque d'Etat). M. Lance, ce banquier d'une petite ville, qui était à la tête de l'Office du Plan et du Budget, s'est fait le représentant du gouvernement dans le monde des affaires, et celui des affaires à l'égard du gouvernement. Les économies qu'il préconisait avec force au niveau fédéral contrastent curieusement avec la façon dont il dilapidait l'argent de sa propre banque. Conduite qui l'a amené récemment devant la Cour suprême où, sommé de s'expliquer, il dut démissionner.

Ce que l'on appelle déjà l'affaire Lance constitue la première ombre à l'image de son ami Jimmy Carter. Néanmoins, lui et M. Burns semblent avoir eu plus d'influence sur le président que le conseiller économique, Charles Schulze (qui se montre personnellement de plus en plus sceptique à propos de l'intervention du gouvernement au niveau économique), ou le ministre des Finances, Michael Blumenthal.

Pendant un certain temps, le gouvernement Carter a paru porter chance aux Etats-Unis. L'économie connaissait une certaine reprise, plus de deux millions d'emplois nouveaux étaient créés, et l'idée qu'une reprise économique finirait par subventionner les mesures sociales en augmentant les recettes fédérales ne semblait plus totalement imaginaire.

Pas de ligne directrice

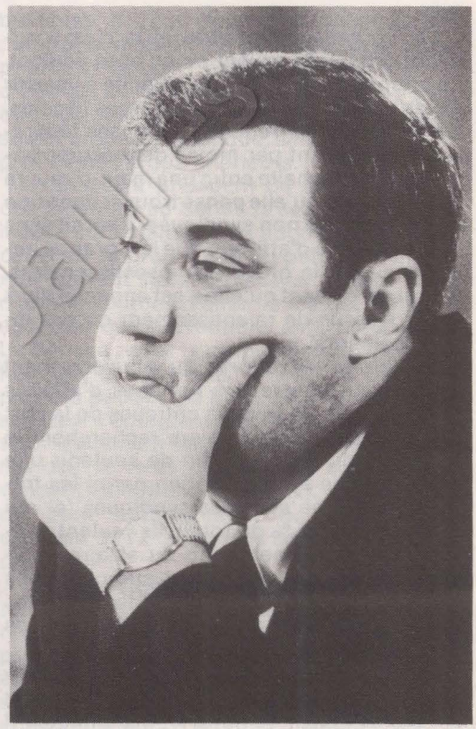
Certes, les Noirs, les villes, les chômeurs et de nombreux ouvriers syndiqués, qui ressentaient des diminutions dans leurs niveaux de vie, protestaient, mais la reprise générale paraissait néanmoins rassurer le reste du pays. La stratégie — et dans le cas précis on peut parler de tactique — qui consiste à « diviser pour régner» ne peut s'appliquer que si le gouvernement est convaincant. Dès qu'il a paru perdre le contrôle présumé de l'économie, il est aussi-



Jimmy à six mois. Première chute.



Jimmy Carter lors de sa réception par la communauté juive de New York.



Bert Lance.

tôt devenu la cible de toutes les critiques.

On assiste aujourd'hui à des conflits au sein même du gouvernement. Un dirigeant syndical qui participait récemment à une réunion de syndicalistes et de cadres de l'entreprise avec des responsables économiques du gouvernement, a déclaré que la seule chose qui s'en dégageait nettement était la confusion des politiciens. Les chefs d'entreprise, qui avaient apprécié au début la modération préconisée par Carter, lui reprochent actuellement de n'avoir aucune ligne directrice précise (les hommes d'affaires américains étant toujours ardemment favorables à la nationalisation des déficits).

Les hésitations dont fait preuve le gouvernement Carter sur le plan économique ne sont certes pas un cas unique parmi les pays occidentaux ; mais ce qui est certainement unique, c'est le manque d'idées quant à l'avenir de la société américaine. Aucun homme politique n'est prêt à proposer une nouvelle répartition des ressources et des revenus nationaux, ni une conception différente de l'économie.

Les groupes d'intérêts les plus divers exercent leur influence sur la Maison-Blanche, sur la bureaucratie fédérale, sur le Congrès. Le Congrès lui-même est fragmenté : divers groupements s'unissent sur des objectifs précis, pour se dissoudre par la suite. Les républicains, qui y sont beaucoup moins nombreux que les démocrates, ont réussi une étonnante prestation en exploitant le manque de politique démocrate cohérente.

→

La « grande entreprise» et la classe ouvrière organisée savent ce qu'elles veulent. La première souhaite qu'on l'incite à investir davantage en allégeant ses charges fiscales. Elle souhaite un frein aux dépenses fédérales se traduisant par moins de mesures sociales. Elle souhaite enfin une main-d'œuvre à bon marché qu'elle pense trouver dans une classe ouvrière non syndiquée. Il serait sans doute exagéré d'affirmer que la « grande entreprise» fait la grève des investissements, mais il est évident qu'elle s'est engagée dans un processus de ralentissement de ces investissements.

Toutefois, les efforts du gouvernement Carter pour apaiser les hommes d'affaires ont provoqué de sévères critiques de la part des syndicats. Ces derniers recherchent le concours du législatif afin de soutenir une campagne de syndicalisation parmi les travailleurs qui ne sont pas syndiqués (et qui représentent 75 % du total). Ils veulent également une augmentation du salaire minimum, que le gouvernement augmente ses dépenses sociales et prenne des mesures systématiques pour aider les chômeurs, les Noirs, les villes.

Le mouvement syndical traverse cependant une période difficile. Deux nouveaux dirigeants aux convictions profondément démocrates, Douglas Fraser et William Winpinsinger, ont respectivement pris la présidence des ouvriers de l'automobile et des mécaniciens. Mais George Meany reste président de l'A.f.l.-C.i.o. Si le redoutable Meany a, dernièrement, préconisé un rétablissement de la coalition des syndicats avec les Noirs, il est peu probable cependant, malgré sa combativité, qu'il parvienne, à quelque temps de sa retraite, à opérer un profond changement dans le syndicalisme américain dans le sens d'une conception politique plus globale et plus radicale.

En tout état de cause, l'influence politique de la classe ouvrière n'est pas très grande à l'heure actuelle. Au cours des débats qui ont eu lieu au Congrès à propos d'une augmentation du salaire minimum — proposée par le gouvernement à la suite de vives pressions syndicales —, les syndicats ne sont pas arrivés à leurs fins. Le nouveau salaire minimum ne sera pas indexé sur le coût moyen de fabrication, il n'augmentera pas de façon automatique, et les petites entreprises qui seront dispensées de l'appliquer seront encore plus nombreuses.

Les syndicats se trouvent dans une situation embarrassante. Ils ont besoin de se renforcer pour pouvoir exercer une influence politique. En attendant, la classe ouvrière a besoin de se faire des alliés.

Le chômage des Noirs

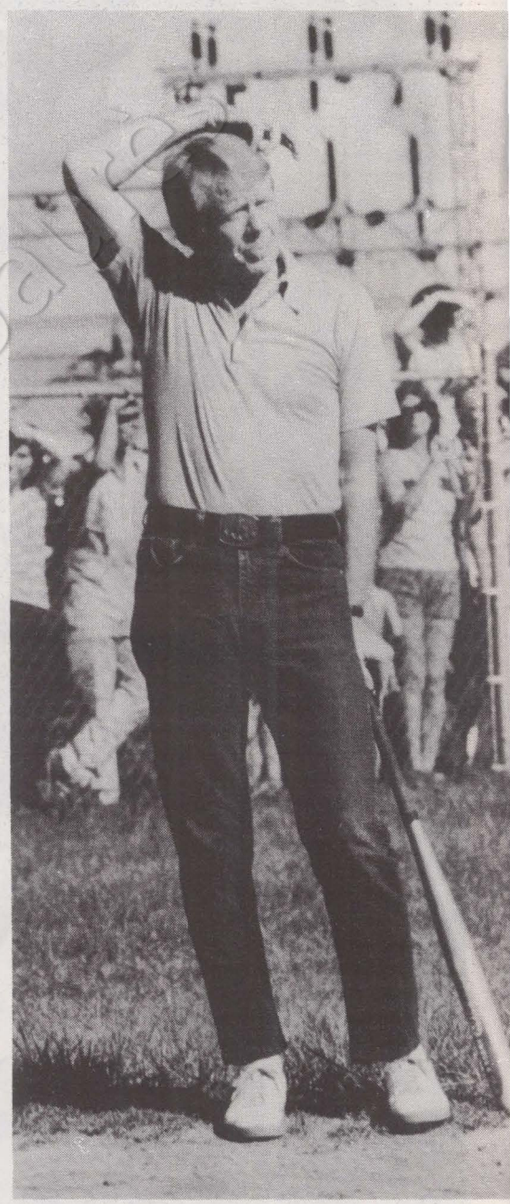
Tandis que les syndicats pensent qu'il leur faut poursuivre ce qu'en Amérique on appelle le « syndicalisme social », les dirigeants noirs restent axés sur les problèmes économiques. A ce sujet, quelques statistiques en disent long sur la société américaine : 4 % environ des employés sont au chômage. 8 % environ des travailleurs manuels sont également des chômeurs. 14 % des Noirs sont sans emploi, mais ce chiffre passe à 40 % lorsque l'on considère la jeunesse noire habitant les villes. La Maison-Blanche a affirmé qu'elle étudiait le problème du chômage chez les Noirs, et les problèmes urbains en général. Et si quelques mesures ont été prises — création d'emplois dans le secteur public pour les ouvriers non qualifiés —, la situation continue de s'aggraver. Au point que le ministre du Travail, Ray Marshall, a déclaré que le gouvernement se devait d'en faire davantage dans ce domaine. Ce qui a provoqué le début d'une fissure dans la façade unitaire qui soutient la politique économique du gouvernement. Pendant ce temps, les grandes villes et le nord-est du pays continuent à supporter les plus graves problèmes : les investissements vont au Sud et au Sud-Ouest, tandis que les ouvriers et agriculteurs qui ont perdu leur emploi dans ces régions émigrent vers le Nord et vers les villes.

D'ici à une dizaine d'années, des villes comme Atlanta et Houston commenceront à connaître les problèmes de Detroit et de New York. C'est ce qui s'est déjà produit à Los Angeles. Le gouvernement fédéral devra finir par aider les Etats urbanisés à payer les lourdes dépenses de Sécurité sociale et devra prendre des mesures quant à la redistribution des recettes fédérales. Mais cela n'est pas encore en vue.

Disraeli, décrivant l'Angleterre du XIXe siècle, parlait de « deux nations». Le problème ici est de savoir s'il en existe non pas deux, mais davantage... Les chômeurs noirs et les chômeurs blancs, les Etats du soleil et ceux de la neige, les ouvriers industriels et les employés salariés non syndiqués, les habitants des villes et ceux des banlieues poursuivent des intérêts totalement divergents, quand ils ne sont pas carrément antagonistes. La classe ouvrière adopte une conception très étroite de ses intérêts en s'opposant aux dépenses sociales qui lui coûteraient de l'argent, quels qu'en soient les résultats, et en préférant garder cet argent pour le dépenser sur le marché.

C'est précisément au moment où elle aurait besoin du soutien de la classe moyenne que sa propre négligence en matière de mesures sociales radicales lui coûte tant. Le mouvement ouvrier américain a été au tout premier plan des réformes sociales (cette affirmation s'applique aussi bien à Meany et à l'A.f.l.-C.i.o. qu'à ses autres composantes). Mais il n'a pas, à l'heure actuelle, le langage qui serait susceptible de séduire la classe moyenne.

L'évolution d'une conception nouvelle de l'intérêt public est généralement l'apanage des intellectuels dans toute nation moderne. Aux Etats-Unis, on ne s'étonnera pas que les



intellectuels soient divisés. Certains se sont tellement attaqués aux évolutions du libéralisme américain (ou du réformisme social) de ces dernières années qu'ils en sont revenus à la simplification du XIXe siècle, à savoir un libéralisme basé sur le marché.

Leurs critiques portant sur l'intervention du gouvernement n'offrent aucune alternative. Les réponses qu'ils proposent sur les problèmes nationaux se résument à dire qu'ils sont largement insolubles. Et ils ajoutent, en le regrettant, que, de toute façon, il n'y a que 20 ou 30 % de la nation qui en souffre gravement.

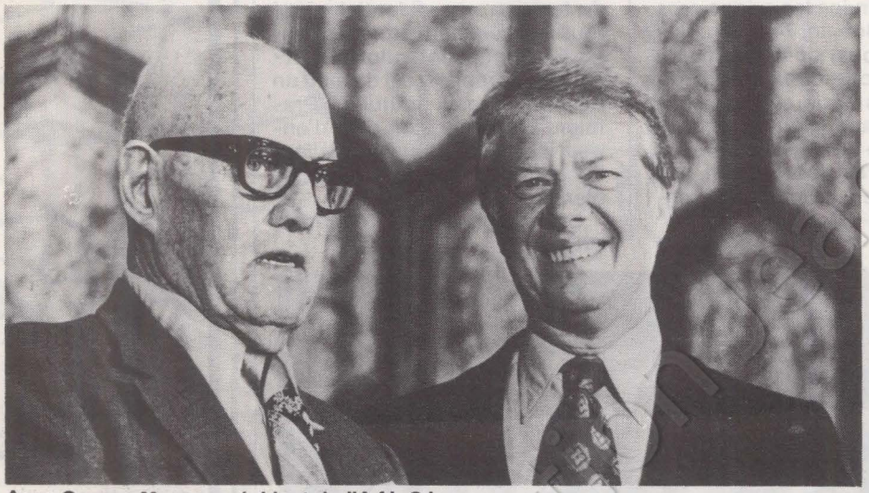
Le gouvernement Carter, qui n'est pas moins technocratique que celui du président Kennedy ou du président Johnson, navigue d'un problème à l'autre. Il ne fait



Le président Carter avec le père de Martin Luther King.



Avec un agriculteur du Sud.



Avec George Meany, président de l'A.f.l.-C.i.o.

preuve d'aucune cohérence, et certainement d'aucune conception à la fois globale et spécifique de ce qu'est le bien public. On imagine mal comment les penseurs de ce pays pourront présenter des idées nouvelles dans la tradition américaine, alors que les dirigeants politiques les plus compétents ne les sollicitent pas.

Bien sûr, la situation n'est pas irrémédiablement sombre. Mais ce qui constitue une critique permanente du capitalisme n'offre pas encore un nouveau modèle de société. Et il est intéressant de rappeler le sort qui a été fait aux quatre réformes que Carter a proposées dernièrement. Un projet ambitieux de réforme électorale a été bloqué par le Congrès. Il visait à faciliter le vote de dizaines de millions de gens au cours des élections fédérales (rappelons que, lors de la dernière élection présidentielle, seule la moitié de l'électorat a voté). Il proposait également le financement fédéral des élections du Congrès et l'abolition du collège électoral pour le remplacer par des élections présidentielles directes. Il y a eu des objections légitimes à cette dernière proposition, émanant de ceux qui ont tenté de démonter qu'elle entraînerait encore plus de difficultés pour les populations urbaines et les populations défavorisées des Etats industriels (les Noirs sont concentrés dans un petit nombre d'Etats, et ladite proposition aurait eu pour effet final d'affaiblir leur poids électoral). En tout état de cause, la proposition a été rejetée dans son ensemble, pratiquement sans débat, et le gouvernement n'a pas pu ou n'a pas voulu chercher à susciter un soutien dans le pays.

Une autre proposition gouvernementale en faveur d'une Agence de protection du consommateur n'a pas non plus rencontré de succès au Congrès (Ralph Nader, qui est le défenseur du consommateur et de ses droits, a dépeint les représentants du mouvement d'intérêt public faisant partie du gouvernement comme étant « un cheval de Troie à l'envers»).

On a présenté ensuite un plan de réforme en matière de sécurité sociale confirmant les déclarations de Carter, qui avaient choqué les démocrates, selon lesquels ce plan ne pourrait en aucun cas coûter plus cher que le système actuel. Après qu'on lui eut fait remarquer que le calcul des frais sociaux ayant trait au chômage permanent, aux personnes à charge, à la misère, aux troubles familiaux était difficile à effectuer, Carter abandonna sa première affirmation. Aujourd'hui, le gouvernement défend son projet en se contentant de le présenter comme le remède indispensable aux défauts de notre système socio-économique.

Le problème de l'énergie

Enfin, les propositions de Carter qui tendent à modifier l'utilisation de l'énergie sur le plan national ne trouvent pas d'écho favorable au Sénat. Ces propositions cherchent, dans un premier temps, à réduire le taux de croissance de la consommation d'énergie sans en diminuer la valeur absolue. Le projet repose sur des stimulants dans le domaine fiscal visant à dissuader de l'utilisation du pétrole, et à encourager de nouveaux combustibles. Il s'agit donc d'un rationnement par le prix, mais on n'a envisagé aucune disposition faisant passer la production d'énergie sous la propriété de l'Etat — bien que les gisements de pétrole extérieurs soient propriété publique, ainsi que certains gisements de gaz intérieurs.

Le puissant président de la commission des Finances au Sénat, le sénateur Long, a insisté sur le fait que les augmentations fiscales sur la production du pétrole domestique doivent laisser place à la recherche d'autres sources d'énergie, ce qui revient à accorder des subventions au secteur privé. Le Sénat a rejeté la proposition du sénateur Kennedy qui consistait à dessaisir les compagnies pétrolières de la propriété d'autres sources d'énergie, telles que le charbon. Il s'est également opposé à un tarifage national des services publics (les sociétés qui vendent l'électricité et le gaz), ce qui aurait pu avoir comme effet de renforcer le contrôle de l'Etat sur ces sociétés de services publics.

La proposition du sénateur Long sera attaquée par ceux (syndicats, groupes d'intérêts publics et un certain nombre de Compagnies pétrolières) qui pensent qu'une augmentation des taxes sur le pétrole se solderait par des réductions au niveau des consommateurs. Le gouvernement Carter a fréquemment eu l'occasion de dire qu'il s'opposait aux « intérêts particuliers », mais il a fait preuve de « compréhension » à l'égard des compagnies pétrolières.

Le problème de l'énergie pouvait fournir une occasion d'éducation politique, mais elle n'a pas été saisie. Les réponses du gouvernement illustrent bien certaines de ses insuffisances les plus profondes au niveau intérieur. Une forme de pensée technocratique et étriquée a pris le pas sur une approche plus globale et politique du problème.

L'autorité politique du président envers le Congrès n'est pas grande et elle ne risque pas de s'améliorer, étant donné qu'il ne cherche pas à mobiliser un nouveau consensus (ou une coalition puissante) sur des objectifs sociaux. Pendant ce temps, au cours de trois élections partielles qui ont eu lieu au Congrès, les républicains conservateurs ont enlevé des sièges détenus par des démocrates. L'affaire Lance, en dernier lieu, a beaucoup contribué à ternir l'image du président.

En dépit de son éloquence populiste originale, et des bureaucrates très compétents en matière de politique sociale auxquels il peut faire appel, le président Carter ne nous a pas donné jusqu'ici un gouvernement de type progressiste. Nous avons une forme de conservatisme par défaut d'imagination. Les difficiles conflits de notre société ont pénétré les canaux politiques et les ont bloqués. Si le reste du monde attend des indices de reprise dans notre pays, tout ce que nous pouvons lui dire est que nous les attendons nous aussi.

NORMAN BIRNBAUM

AIR FRANCE AGONISE

A qui profite le crime ?

Air France est malade. Le temps n'est plus aux cocoricos : le « plus long réseau du monde », c'est fini. Et il est devenu impossible de se voiler pudiquement la face. Avec ses 418 millions de déficit pour l'exercice 1976, Air France est devenue sur le plan financier la lanterne rouge des « grands» du transport aérien mondial.

Et pas seulement d'eux : l'entreprise nationale est également en queue du peloton des autres compagnies aériennes françaises.

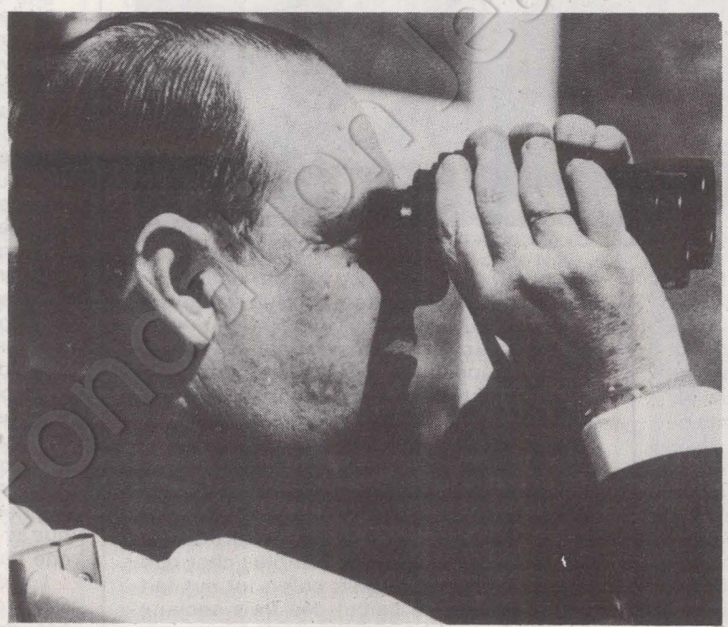
Air Inter, qui assure les liaisons à l'intérieur du territoire français, se porte bien et le fait savoir. Elle vient d'acheter deux Airbus, dont un payé cash...

U.t.a., compagnie privée, affiche une situation financière excellente : bénéficiaire en 1976 (voir encadré), le premier semestre 1977 s'est soldé par une progression du bénéfice de l'ordre de 25 %. Pour faire face à l'augmentation de son trafic notamment de fret, elle a acquis deux Boeing 747. « L'investissement est entièrement couvert par un marché passé avec Peugeot », commente un cadre des services financiers. Une progression qui s'effectue au détriment d'Air France, bien entendu.

« C'est simple, constate, amer, un syndicaliste d'Air France : les entreprises privées, c'est le Pérou, l'entreprise nationalisée, c'est la faillite... » A qui la faute ? A l'Etat, à la direction d'Air France ou, comme certains le laissent entendre, aux « privilèges abusifs» du personnel de l'entreprise nationale.

Et si tout avait été fait pour qu'on en arrive là ?

Bien sûr, la crise de 1974 n'a rien arrangé : en quelques mois, le coût du carburant est passé de 8,5 % à 21,2 % des coûts d'exploitation. Et le transport aérien a subi dans son ensemble le contrecoup de la récession. Alors qu'il a progressé de 1945 à 1973 au rythme record de 12 % par an, soit un doublement d'activité tous les cinq ans, son taux de croissance a brutalement chuté. Les perspectives pour les années à venir ne permettent d'espérer qu'une croissance de 6 % au mieux. Cette stagnation de la demande est intervenue juste au moment où les compagnies aériennes mettaient en service les avions gros porteurs (Boeing 747, Douglas DC 10, Airbus) commandés en pleine période d'expansion du trafic, dans l'âge d'or des années soixante. D'où un phénomène dit de « surcapacité », qui a obéré très lourdement les charges des compagnies aériennes.



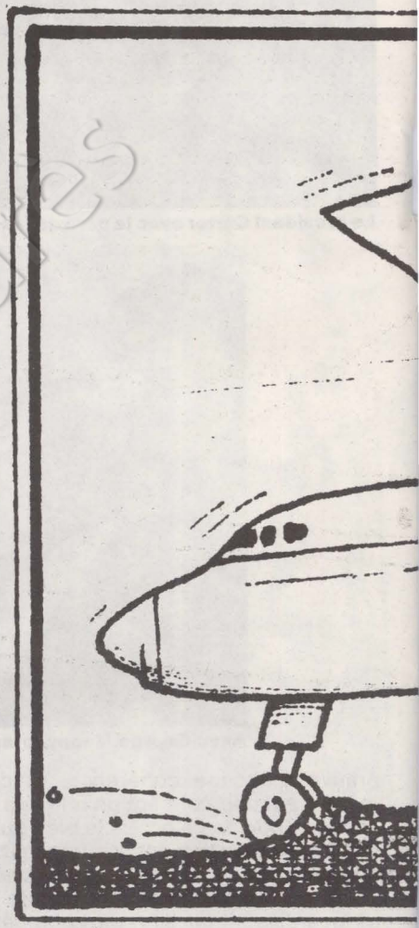
Raymond Barre au Salon du Bourget.

Une situation fort critique, qui s'est traduite en 1974 et 1975 par des pertes d'exploitation pour presque toutes les compagnies aériennes. Certes. Mais Air France est la seule à n'avoir pas remonté la pente en 1976. Bien au contraire. La comparaison avec la Lufthansa — la compagnie d'Allemagne fédérale — est éloquente. Les comptes de l'exercice 1976 se sont traduits par un bénéfice record : 166 millions de marks, soit 349 millions de francs. Dans le même temps, Air France fait elle aussi état d'un record : son déficit est passé de 354 millions de francs en 1975 à 418 millions de francs en 1976.

Pourquoi deux compagnies européennes de taille similaire affichent-elles des résultats financiers aussi différents ? Les responsables d'Air France ont, bien sûr, leur explication. Ils ont pondu un épais rapport, frappé du tampon « confidentiel », qui réunit les éléments du diagnostic. Expurgé à l'intention du personnel, ce rapport est devenu un petit livret bleu intitulé « Premiers Eléments d'un plan d'entreprise ». Qui a réussi à réaliser l'unanimité à Air France. Contre, bien sûr.

Le rapport établit, en effet, une comparaison entre les coûts de personnel d'Air France et ceux de la Lufthansa et la Swissair. « On constate, lit-on dans ce document, que le coût du personnel navigant d'Air France est supérieur de l'ordre de 30 % à celui des deux autres compagnies. » Des chiffres qui sont fortement contestés par le Syndicat national des pilotes de ligne.

Et la méthode est jugée avec sévérité par l'ensemble des syndicats de la compagnie. Même si d'aucuns considèrent comme abusives certaines rémunérations. « Cette question, affirme un militant de la C.g.t., dépasse le cadre de l'entreprise et suppose la remise en cause du système économique actuel. »

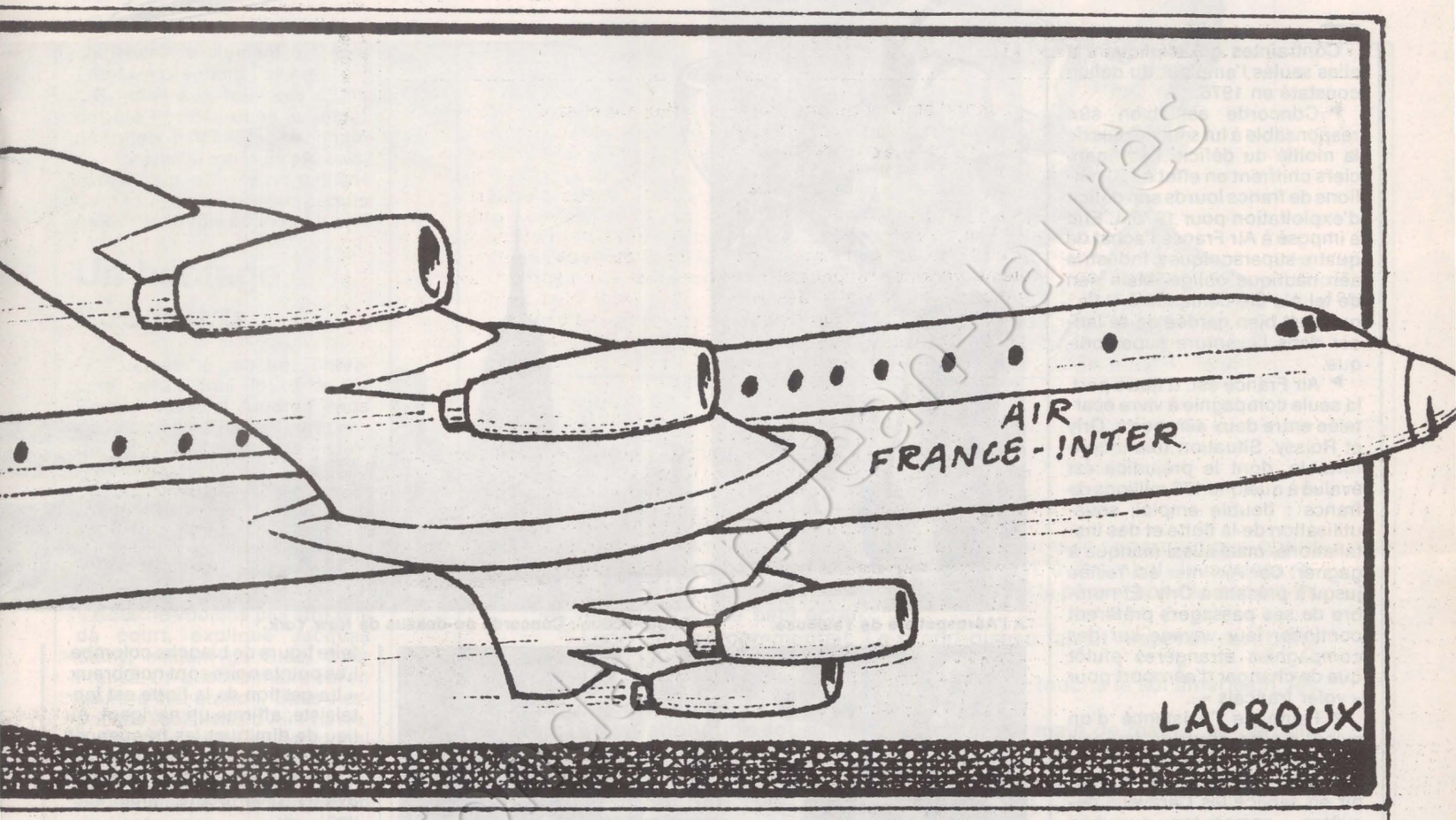


« En mettant avant tout l'accent sur les coûts de personnel, explique Marc Carpentier, membre du G.s.e. d'Air France, le diagnostic s'inscrit dans le contexte politique actuel, où le pouvoir et le patronat mènent une action idéologique intense pour persuader l'opinion que l'évolution des salaires est la principale cause de l'inflation et des coûts abusifs des entreprises, particulièrement de celles du secteur public et nationalisé. »

Autre élément du diagnostic : le poids des contraintes que l'Etat impose à sa compagnie nationale. Sur ce terrain, syndicalistes et direction d'Air France s'accordent pour faire le procès de l'Etat-actionnaire. Même si les responsables d'Air France ne l'instruisent que mezzo voce.

« C'est à croire que tout a été fait pour couler Air France », affirme un cadre de la direction commerciale.

▶ D'abord en favorisant les compagnies privées au détri-



ment de la compagnie nationale. A cet égard, les pouvoirs publics n'y ont pas été de main morte. Dès 1950, des compagnies privées se lancent dans le transport régulier et s'estiment « lésées » par le développement d'Air France. En 1963, on fourgue au privé un secteur particulièrement rentable : l'Etat accorde à la compagnie U.t.a. le monopole des droits aériens français sur l'Afrique, sauf Dakar et les dessertes Madagascar et Réunion. Sur ces lignes « protégées », héritage du passé colonial, U.t.a. ne se prive pas de pratiquer des tarifs exorbitants...

Trois compagnies ... c'est beaucoup

Au niveau du réseau intérieur, c'est l'apparition d'Air Inter dans un créneau « oublié » par la direction d'Air France car jugé « sans avenir ». Et c'est là encore la cession d'une partie du potentiel public au secteur privé.

Trois compagnies aériennes pour un pays comme la France, c'est beaucoup. C'est un phénomène unique en Europe, à l'exception — et dans une moindre mesure — de la Grande-Bretagne, soulignent les responsables d'Air France. D'autant que chacune a son domaine « réservé », ce qui supprime toute concurrence entre elles. Hasard ou politique délibérée d'un Etat peu enclin à résister aux pressions des intérêts privés ?

▶ Non content de déshabiller Pierre pour habiller Paul, les pouvoirs publics ont accablé Air France sous les multiples contraintes imposées par sa vocation au service public. Sans pour autant accepter de dédommager la compagnie nationale sous forme de « contreparties» sonnantes et trébuchantes qu'elle réclame à grands cris.

→

Air France

Société d'économie mixte. Son capital est à 98 % entre les mains de l'Etat.

Au 31 décembre dernier, elle employait 30 884 personnes. Existence d'un statut du personnel non soumis au droit commun du travail. Chiffre d'affaires : 7,9 milliards de francs. Bilan de l'exercice 1976 : 418 millions de déficit.

Air Inter

Société d'économie mixte. Son capital appartient en majorité (53,90 %) à des « personnes morales à fonds publics ». A savoir Air France (24,95 %), S.n.c.f. (24,95 %), Caisse des dépôts (4 %). En réalité, les intérêts privés minoritaires (U t.a., Banque de l'Indochine, Banque Lazare, Paribas, Compagnie de navigation mixte) y jouissent d'une position dominante, du fait de la division des entreprises publiques et de l'appui qui leur est donné par les pouvoirs publics.

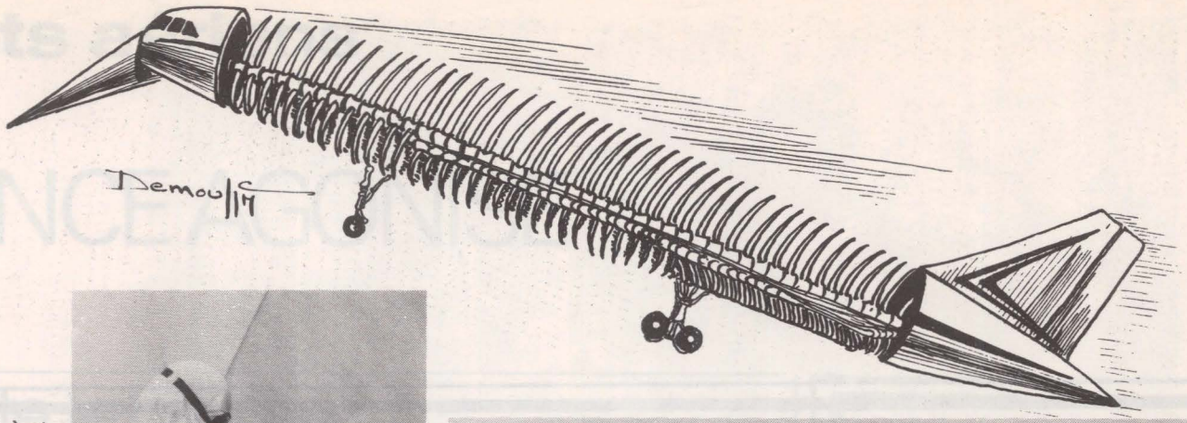
Au 31 décembre dernier, elle employait 4 420 personnes. Chiffre d'affaires : 1,5 milliard de francs. Son bilan pour 1976 s'est soldé par un bénéfice de 15,9 millions de francs.

U.T.A.

Entreprise privée, filiale à 63 % de la société Les Chargeurs réunis.

Au 31 décembre dernier, elle employait 6 506 personnes.

Chiffre d'affaires : 2,1 milliards de francs. Son bilan pour 1976 s'est soldé par un bénéfice de 12,9 millions de francs.





A l'Aérospatiale de Toulouse.



Photo-fiction : Concorde au-dessus de New.York.

Contraintes qui expliquent à elles seules l'ampleur du déficit constaté en 1976.

▶ Concorde est, bien sûr, responsable à lui seul de plus de la moitié du déficit. Les financiers chiffrent en effet à 220 millions de francs lourds son déficit d'exploitation pour 1976. L'Etat a imposé à Air France l'achat de quatre supersoniques. Industrie aéronautique oblige. Mais rien de tel n'a été demandé à U.t.a., qui s'est bien gardée de se lancer dans l'aventure supersonique.

▶ Air France est, d'autre part, la seule compagnie à vivre écartelée entre deux aéroports: Orly et Roissy. Situation très inconfortable, dont le préjudice est évalué à quelque 173 millions de francs : double emploi, sous-utilisation de la flotte et des installations, mais aussi manque à gagner. Car Air Inter est restée jusqu'à présent à Orly. Et nombre de ses passagers préfèrent continuer leur voyage sur des compagnies étrangères plutôt que de changer d'aéroport pour « voler français »...

▶ Faute de l'existence d'un avion moyen-courrier français de conception moderne, l'Etat impose à Air France de maintenir en service les Caravelle désuètes — compte tenu du public choisi par Air France — et dévoreuses de kérosène. Coût selon Air France : 85 millions. Pour les remplacer, Air France réclame qu'on l'autorise à acheter — ou à défaut à louer — des Boeing 737, ce qui permettrait des économies de carburant de l'ordre de 25 %. Une décision politiquement délicate, vu la situation de l'industrie aéronautique française...

▶ La desserte déficitaire des départements et territoires d'outre-mer et de la Corse est également dévolue à Air France.

Autant de contraintes, dues aux obligations de service public, qui sont par définition totalement épargnées à U.t.a. et dans une moindre mesure à Air Inter.

Un seul critère : la rentabilité

Que la compagnie nationale ait des missions spécifiques d'intérêt public — encore pourrait-on parfois en discuter le bien-fondé... —, nul ne le conteste. Rien à voir avec la situation de la Lufthansa : « Jamais, déclarent ses dirigeants, l'Etat ne nous a forcé la main... Notre seul critère a toujours été la rentabilité . » Ce ne peut être l'unique critère d'une entreprise comme Air France. Mais c'est à l'Etat-actionnaire d'en payer honnêtement le prix. Sans tricher. Ce dont l'accusent en chœur dirigeants et personnels d'Air France. Il lui est en effet reproché d'avoir « truqué les chiffres» de l'exercice 1976 en procédant « après coup » à une dotation en capital, au lieu que les contreparties figurent en recettes « comme la juste indemnisation des contraintes extérieures ».



Pilotes étrangers s'entraînant sur Airbus A-300, à Toulouse.

Pierre Giraudet, le P.-d.g. d'Air France, avait affirmé — en privé — qu'il démissionnerait si telle était la solution adoptée : on attend toujours !

L'action Air France est ainsi passée de 70 F à 35 F. Une action en référé a été aussitôt intentée par un groupe de petits actionnaires, membres du personnel de la compagnie, qui protestent contre « la manipulation des bilans ».

Mais si le procès de l'Etat s'impose, la direction d'Air France ne doit pas pour autant faire figure de blanche colombe. Les points noirs sont nombreux. « La gestion de la flotte est fantaisiste, affirme un navigant. Au lieu de diminuer les fréquences et d'employer des gros porteurs, il vaudrait mieux faire voler des avions plus petits, plus souvent... »

Un mépris total des possibilités d'expansion du réseau intérieur a permis la création d'Air Inter. Et la carence au niveau des charters est patente. « Air France est encore à la recherche d'une politique charter », s'indigne un militant socialiste de la compagnie. En attendant, les compagnies étrangères réalisent 70 % du trafic charter à partir de la France. Et Air Charter International, filiale d'Air France, s'essouffle à essayer de remonter la pente. Il n'y a aucun charter « français » sur l'Atlantique Nord, pas plus que sur les autres lignes long-courriers... Alors que le marché des charters est en pleine expansion !

Enfin, la direction a tout misé — et continue de miser — sur le trafic dit « à haute contribution ». A servir la clientèle d'hommes d'affaires qui paient le plein tarif — sur les frais généraux et net d'impôts, mais c'est une autre histoire... —, la démocratisation du transport aérien n'est pas à l'ordre du jour. Pourtant, le marché potentiel est

immense : seulement 5 % des Français prennent l'avion !

Et, bien sûr, tous ces choix ont été décidés dans le secret des états-majors. « Le comité d'entreprise a toujours été saisi après coup, affirme un militant C.f.d.t. On ne lui a jamais permis de jouer son rôle économique. »

Un héritage très lourd

Si demain la gauche... l'héritage serait très lourd à Air France aussi. Il faudrait sans doute préciser les rapports entre l'Etat et l'entreprise nationale. Et aussi définir une réelle politique à long terme. Dans cette optique, une réflexion en profondeur est menée par les sections socialistes d'Air France. Mais aussi d'Air Inter et de la compagnie privée U.t.a. « Nous ne voulons pas être pris de court, explique Jacques Camy, militant du G.s.e. d'Air France. Un questionnaire est en cours d'élaboration. Dans l'esprit des socialistes d'Air France, il devra permettre au personnel de la société d'exprimer dès aujourd'hui les modalités d'une participation accrue à la gestion de l'entreprise — cette extension étant en effet prévue dans le Programme commun.

Mais, en toute hypothèse, il faudra confronter des objectifs difficilement conciliables. Comment aligner l'ensemble des personnels du transport aérien français sur le statut d'Air France sans provoquer la faillite de nombreuses petites compagnies ? Comment concilier la nécessaire démocratisation de l'avion avec les exigences salariales du personnel ? « Sauf productivité très supérieure, il sera impossible de démocratiser, donc de baisser les tarifs, sans une remise en cause des rémunérations d'une partie du personnel », répond un membre de la C.f.d.t.

Sans compter des problèmes de nature quasi « existentiels» : l'avion aura-t-il toujours son kérosène quotidien ?

« Des solutions de gauche existent, estime un jeune militant socialiste. Mais elles ne seront pas faciles à mettre en œuvre. »

MARIE-JOSE BERNARDOT



Le Grand Jour arriva.

Après des mois de palabres et de procédures le supercomique obtint enfin l'autorisation d'atterrir à New York. L'événement devait être retransmis sur les trois chaînes de télévision. Aussi le père et son fils avaient-ils les yeux fixés sur le petit écran.

Léon Zitrone commentait. Le grand oiseau faisait résonner son bang tricolore, Léon faisait le paon incolore.

Au moment précis où le train d'atterrissage toucha le sol américain, les chaînes de montage s'arrêtèrent à Toulouse.

L'opération (une soustraction), montée de main de maître, se déroula avec précision. Le grand oiseau déposa ses passagers et la Snias son bilan.

« Vous venez d'assister, sanglota Zitrone, au premier et dernier vol de Concorde sur New York. »

Il se trompait.

En effet, les autorités portuaires de New York (ironiquement surnommées « Ponya ») demandèrent à la Cour suprême une suspension sine die de l'arrêt des vols, obligeant la France à faire atterrir son Concorde vingt fois par jour sur Kennedy Airport.

La France, une fois encore, dut s'incliner. Ah ! jusqu'où baisseras-tu la tête, France, mère des arts, des lettres et des lois !

Chaque vol de Concorde coûtait 600 000 francs aux contribuables ; ce fut donc 12 millions de nouveaux francs qu'il fallut imputer par jour au budget national.

Le gouvernement fit appel, une fois encore, à la solidarité. Toute l'imagination de nos inspecteurs des finances fut mise à l'épreuve : le litre d'essence passa à 58,70 F, la vignette auto grimpa au plafond, un impôt Concorde exceptionnel fut créé, le crédit fut bloqué, le couvre-feu rétabli, la carte d'alimentation reprit du service, les congés de maternité furent ramenés à huit jours avant et trois jours après, Robert Hersant édita un Figaro Concorde.

On avait pu craindre un moment ce pays divisé, mais c'est dans l'épreuve qu'il a toujours su montrer son vrai visage.

Les affrontements internes, les stupides querelles de partis, les revendications populaires, les surenchères furent mises au rencart.

Grâce à l'effort de tous, Concorde volait, volait, volait.

Le pays vivait au rythme de son double bang vingt fois chaque jour répété et qui marquait ainsi la grandeur de tout un peuple.

Concorde régnait enfin sur ce cher et vieux pays.

— Dis, papa, c'est quoi : corde ?, demanda le fils.

PIERRE MAUROY: "LES FRANÇAIS NOUS CHOISIRONT COMME HERITIERS DE L'AVENIR"

« Héritiers de l'avenir ». Le premier livre de Pierre Mauroy vient de sortir chez Stock. C'est à la fois le récit d'une vie et le témoignage d'une continuité dans le combat pour le socialisme. « L'Unité » a demandé au député-maire de Lille pourquoi il a écrit cet ouvrage.

« L'UNITE ». — Tu écris ton premier livre à quarante-huit ans, après une vie politique déjà bien remplie. As-tu éprouvé spécialement aujourd'hui le besoin de te raconter ?

PIERRE MAUROY. — Je n'ai pas éprouvé le besoin de me raconter, mais plus exactement de raconter le Parti socialiste à travers mon itinéraire. Comme beaucoup d'autres, j'ai souhaité revenir sur Epinay, qui a été, pour toute une équipe groupée autour de François Mitterrand, le point de départ d'une aventure exceptionnelle.

En six ans, le Parti socialiste est devenu le premier parti de France. Il a progressivement mis en application des idées que nous portions en nous, mais que nous n'avions jamais eu jusqu'alors la possibilité de mettre en œuvre...

J'ai voulu surtout donner sa véritable dimension à tout ce qui est survenu à partir d'Epinay, en soulignant la liaison entre l'avant-Epinay et l'après-Epinay.

Le socialisme, en effet, n'est pas né à Epinay. Il est né de la grande révolte des prolétaires de la fin du XIXe siècle. Et c'est cette filiation à travers les luttes et les périodes d'ombres et de lumières qui assure aux socialistes d'aujourd'hui leur authenticité. En ce sens, nous sommes des héritiers.

— Les premières pages de ton livre décrivent admirablement ton enfance et ta jeunesse dans le milieu ouvrier du Nord. On comprend mieux combien le Nord compte dans ta vie.

— Chacun a son expérience, et la richesse d'un parti est faite des mille et une façons dont chacun en particulier est devenu socialiste.

Je suis devenu socialiste naturellement parce que j'étais du Nord et que j'ai grandi dans un village ouvrier à la Brueghel. La vie quotidienne y était marquée par la misère et l'injustice, mais aussi par la générosité et la solidarité. Ce sont les vertus des plus humbles. J'y ai connu aussi l'amusement et la fête qui complétaient l'apprentissage que j'ai fait dans mon village d'une communauté socialiste.

Et la vie dans le Parti est la continuité de ma vie dans ce village.

— Tu as fait ta première expérience militante dans les Jeunesses socialistes et tu as connu tout de suite la crise de 1947. Qu'as-tu gardé de cette époque ?

— Pour savoir ce que j'ai gardé de ma première expérience militante dans les Jeunesses socialistes, il faudrait lire ce livre !.. Les Jeunesses étaient, à l'époque, un parti en miniature et constituaient pour les responsables et militants la meilleure école de cadres.

C'est à vingt ans que l'on ressent le mieux la chaude amitié des ambitions collectives partagées. Il est significatif que beaucoup de ceux qui ont milité aux Jeunesses socialistes ont traversé les périodes difficiles sans se décourager et sans jamais mettre en question leur engagement socialiste.

On a souvent reproché aux socialistes d'avoir participé à des gouvernements de troisième force, sous la IVe République, avec les démocrates-chrétiens et certains modérés. Je comprends ce reproche d'autant plus volontiers qu'il m'arrivait de le formuler, moi aussi, à cette époque. Mais ceux qui clouent au pilori le Parti socialiste de la IVe République ont trop souvent tendance à expliquer son comportement par son goût — atavique, diront-ils — pour la « collaboration de classes ». Ils ont tort. La troisième force n'a jamais été voulue par les socialistes. Ils l'ont subie, à partir de la terrible année 1947 qui a remis en cause les résolutions et les espoirs de la Libération.

— Pendant les années de guerre froide que tu appelles « la grande glaciation », tu as travaillé à la tête des Jeunesses socialistes, mais tu n'étais pas permanent du Parti. Comment conciliais-tu ton travail de militant avec ton métier d'enseignant et ton action de syndicaliste ?

— Contrairement à une idée couramment répandue, je n'ai jamais été permanent du Parti, encore que j'aie la plus grande estime pour ceux qui consacrent à l'organisation leur vie professionnelle.

Pendant toute la période des Jeunesses socialistes, dont je devins secrétaire national en 1949, j'étais professeur dans l'enseignement technique, à Colombes. J'avais groupé mes cours le matin et j'étais disponible tous les après-midi pour les Jeunesses, cité Malesherbes.

En 1955, mes collègues enseignants m'ont élu secrétaire général du Syndicat des collèges techniques (Fédération de l'Education nationale) et, comme entre-temps nous avions créé la Fédération Léo-Lagrange, j'ai été détaché auprès d'elle à partir de 1958 par le ministère de l'Education nationale.

J'étais alors un animateur d'éducation permanente, mais je ne devais revenir à un poste de responsabilités dans le Parti qu'à partir de 1963. Au congrès d'Issy-les-Moulineaux, la S.f.i.o. avait en effet décidé d'entreprendre sa propre mutation.

— Tu racontes comment, en 1952, tu as rencontré un étudiant socialiste qui s'appelait Michel Rocard. Est-ce de cette époque que date ton amitié avec lui ?

— Les Jeunesses partageaient leur bureau avec les étudiants socialistes, ce qui n'allait pas toujours sans problème. C'est en 1952 que je vis arriver pour la première fois Michel Rocard, qui sera bientôt le secrétaire national des Etudiants socialistes.

Il donnait déjà de lui cette image qu'on lui connaît aujourd'hui : il savait ce qu'il voulait, allait tout droit à l'essentiel. Nous étions différents. Tout aurait pu nous opposer. Nous devînmes des amis, pourtant. Nous le sommes encore.

— Tu consacres un court chapitre à la Fédération Léo-Lagrange. Mais elle compte beaucoup dans ta vie. Qu'est-ce que c'est pour toi, Léo-Lagrange ?

— La Fédération Léo-Lagrange à elle seule mériterait un livre, puisqu'elle pose les problèmes essentiels, pour la gauche, de la jeunesse, de l'éducation permanente, des loisirs. Et, mieux encore, du loisir, c'est-à-dire de l'utilisation du temps qui n'est pas pris par le travail. De ce temps libre sans lequel la lutte pour changer la société serait vaine si elle n'avait pas pour but de changer la vie.

La Fédération Léo-Lagrange a été, pour moi et pour de nombreux camarades qui ont actuellement des responsabilités dans le

parti, le complément et le prolongement naturel de l'action politique.

Les Jeunesses ont rassemblé cinq à sept mille jeunes, la Fédération permettait d'ouvrir une ambassade permanente auprès des milliers de jeunes qui vinrent dans nos foyers ou partirent à la découverte du monde avec nous, ou plus simplement passèrent leurs vacances dans les centres que nous avons rapidement multipliés.

Il est difficile d'imaginer maintenant comment on est passé des années de guerre et d'après-guerre, où l'on était confiné chez soi, aux années cinquante qui furent marquées par l'évasion, le voyage, l'aventure.

Quel dommage que la gauche soit restée si faible pour ne pas ouvrir au peuple cet immense champ de plein air et d'activités culturelles !

Nous rêvions alors du pouvoir pour créer ce grand secteur témoin de l'éducation permanente et des loisirs, et nous avions la foi pour réussir la plus belle des nationalisations : celle qui aurait rendu le temps libre à chacun, et donné la mer, la montagne à tous.

Las d'attendre, quelques cadres de valeur ont tenté, seuls, l'aventure et, pris par le succès commercial, sont devenus les agents de tourisme des plus grandes banques d'affaires. Ils y sont encore, et les gentils animateurs de clubs bien connus n'ont même pas conscience de la caricature qu'ils donnent aujourd'hui des espoirs déçus des jeunes socialistes des années cinquante.

— Après le « grand chambardement » de 1958 sont apparus les premiers signes de changement à la S.f.i.o. Quel rôle tes amis et toi avez joué dans ces changements ?

— La S.f.i.o. a pris conscience de la nécessité de regrouper les socialistes, d'assurer sa propre mutation et d'infléchir l'orientation à gauche de sa politique dès le congrès d'Issy-les-Moulineaux de 1963.

L'entrée de sept jeunes au comité directeur, mon élection au bureau et comme secrétaire général adjoint de la S.f.i.o. ont été la traduction de cette volonté de changement et de cette nouvelle politique.

Le Parti nous avait placés à des postes de responsabilité pour assurer le changement. Nous y avons cru. Et c'est ainsi que, contre vents et marées, nous n'avons jamais cessé de le faciliter. Mais que de difficultés ! Puisqu'il faudra huit ans pour mettre en œuvre définitivement les résolutions de 1963... Et encore faudra-t-il l'action de tous ceux qui, venus des clubs et de la Convention, nous ont rejoints et ont multiplié nos efforts.

— A quel moment as-tu pensé que François Mitterrand pourrait être le fédérateur des socialistes, comme cela s'est produit à Epinay ?

— L'élection présidentielle de 1965 a été décisive, puisqu'elle fut l'occasion pour François Mitterrand de rassembler sur son nom et pour la première fois tous les électeurs de gauche. De Gaulle avait été mis en ballottage, et François Mitterrand devenait le symbole de l'union de la gauche.

« Je suis, nous déclara François Mitterrand à ce moment-là, le produit d'une situation. Je ne suis ni un chef ni un guide, mais celui qui monte au parapet avec un commando. Candidat à la présidence de la République, je veux réveiller la gauche, redonner aux républicains une vocation révolutionnaire et essayer de constituer avec vous tous le nouveau parti socialiste. »

La première vraie conversation avec François Mitterrand devait me marquer durablement. Bien avant de sceller les engagements politiques qui nous ont permis de réussir au congrès d'Epinay, s'était établi, dès un tête-à-tête dans le train Lille-Paris, un accord profond entre lui et moi. Et d'abord avec l'homme.

— On a longtemps dit que tu étais réticent à l'alliance avec le Parti communiste, ce que les faits ont par la suite démenti. Dans ton livre, tu dis : « L'union est un roman. » Crois-tu que ce roman est aujourd'hui compromis ?

— J'ai participé en première ligne à tous les combats pour la rénovation du Parti socialiste d'avant Epinay. A tous les combats également pour l'affirmation d'une nouvelle ligne politique à gauche. J'ai d'ailleurs voté avec mes camarades du Cedep (Centre national d'études et de promotion) la motion du congrès d'Issy-les-Moulineaux qui devait consacrer pour la première fois la politique d'union de la gauche du Parti socialiste.

Mais j'ai toujours estimé que cette union de la gauche n'était concevable qu'à la condition de modifier le rapport des forces que nous subissions avant Epinay. Et le pari d'Epinay a bien été d'opter pour l'union de la gauche et pour le rééquilibrage de la force socialiste par rapport à la force communiste.

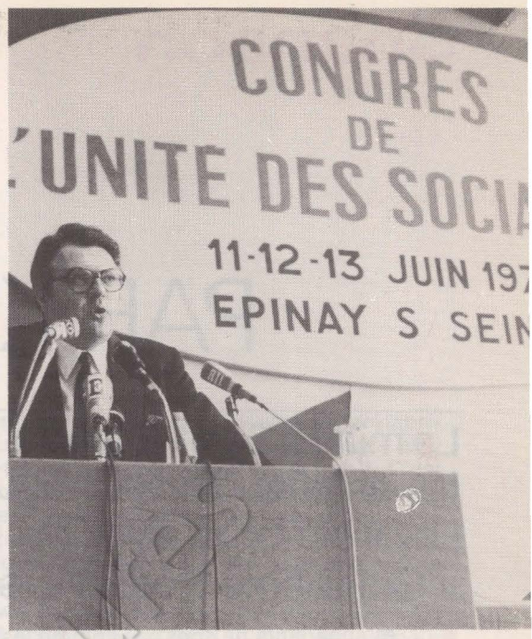
L'union de la gauche était en ces temps un combat pour les socialistes. Elle fut un roman dans une courte période où nos deux forces s'équilibraient. Elle redevient un combat pour les communistes, cette fois, inquiets certainement de l'avancée du Parti socialiste.

Toute la question est de vivre cette compétition légitime et rude sans détruire la mise en application d'un programme commun et l'exercice d'un gouvernement commun.

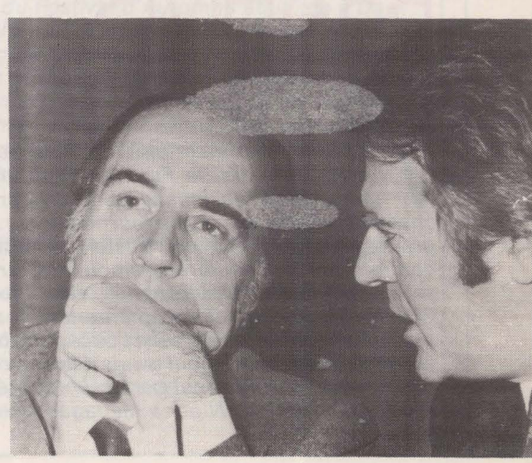
Chargé avec Pierre Bérégovoy de négocier en 1972 la partie du Programme commun consacrée aux affaires sociales, j'ai pu constater que nos camarades communistes étaient de bonne composition. Nous le fûmes aussi, je crois. Nous nous sentions comptables devant l'Histoire et devant les Français. Des grands mots ? Oui, mais ils disent la vérité : si nous avions échoué, si le Programme commun n'avait pas vu le jour à cause de la surenchère verbale des uns ou des autres, nous n'aurions pas mérité de la gauche. Ni du pays...

Ce qui était vrai en 1972 l'est encore en 1977.

Les socialistes, en tout cas, peuvent se tourner maintenant vers le peuple et préparer la suite, en référence permanente à l'Union de la gauche, dans laquelle ils sont loyalement et pleinement engagés. Mais la tâche, pour eux, c'est de poursuivre la construction du parti des socialistes, c'est de lancer des idées neuves. Le devoir, la logique et l'espoir, tout à la fois, les y appellent ; et les Français, qui les regardent et qui les jugent, les choisiront comme héritiers de l'avenir.







Chanson

LAVILLIERS, PAR K.O. AU 15e ROUND

La mine à Saint-Etienne, le travail à la chaîne, la C.i.a., les enfants qui se droguent... Lavilliers boxe avec les mots et nous met K.o. au « Quinzième Round », son dernier disque

Les superlatifs ne sont pas comme les jeans : il est difficile de les rapiécer. Alors, quand on en use, il faut savoir ce qu'on fait. Quand on parle chanson, il faut faire attention à ce que l'on écrit : l'objet nommé, le chanteur désigné, peut être fretaté, gonflé aux hormones de la publicité, retapé en studio à coups de décibels. Le jour où la baudruche se dégonfle, lâchée par son play-back déficient, abandonnée par sa voix qui déraille et son producteur qui se débine, on n'a pas l'air très malin... Vigilance s'impose. Inventons un proverbe : « Enthousiasme sans recul souvent expose au ridicule ».

Pourquoi ce préambule ? Pour souligner combien les mots suivants ont été pesés avant d'être écrits : Bernard Lavilliers est en train de bouleverser la chanson française (1). En janvier 1975, nous étions une poignée à saluer un combattant de l'ombre que personne ne souhaitait voir apparaître en pleine lumière. En octobre 1977, le 10 précisément, ce chanteur maudit investit le temple du show-biz : l'Olympia. Pour un soir, un soir seulement. Mais quelle victoire pour ce barbare ! A coups de gueule et de guitare, en trois ans d'assaut, Lavilliers a gagné le droit de chanter au grand jour. Le droit de n'être plus jeté au fossé de la marginalité, là où croupissent ceux qui dérangent trop.

Qui parlait de lui quand nous écrivions dans ces colonnes, au début de 1975 : « Un jour, on dira Lavilliers comme aujourd'hui on dit Ferré » ? Quelques mois plus tard, il se produisait au Nouveau Carré, puis à la Pizza du Marais. A la fin de 1976, il chantait à guichets fermés au Théâtre de la Ville. A Bourges, en avril 1977, au premier Festival de la chanson organisé en province, son récital jetait définitivement aux oubliettes les quelques fantômes de la chanson « rive gauche » qui n'avaient pas eu honte de sortir leurs vieux oripeaux. L'été dernier, sa tournée de vingt concerts, en compagnie de Ferré, Magma et Gong, a embrasé le sud du pays : désormais, de Bayonne à Menton, d'Arcachon à Fréjus, en passant par Sète et Arles, toute une jeunesse ne jure que par Lavilliers.

A tel point que Radio-Monte-Carlo et Radio-Sud truffent leurs programmes de ses chansons. Naissance d'une nouvelle idole ? D'un nouveau mythe enregistré par Barclay et consacré par Coquatrix ? Les mauvaises langues repasseront : Lavilliers s'est imposé sans faire la moindre concession aux modes qui se succèdent. Les joyeux spécialistes des succès saisonniers s'arrachent les cheveux : inclassable, ce type-là ! Reste que nous avions vu juste : on dit maintenant Lavilliers. Comment expliquer cette percée ?

Il y a le bonhomme. Pas besoin de lui trouver une biographie de légende. Sa vraie vie suffit amplement. Fils de tourneur sur métaux, il se retrouve lui-même en usine à seize printemps. A Saint-Etienne, où, comme il l'écrit, « les cheminées d'usines hullulent à la mort ». Ses biceps, ses tee-shirts et ses blousons de cuir datent de cette époque ; il n'éprouve pas le besoin de les renier. Enfant de la « zone », nourri du rock de Vince Taylor, il laisse très tôt s'exprimer la violence qui l'habite : des chansons, des combats de boxe. Quinze ans après, il est encore en scène, il s'entraîne toujours dans les salles de boxe.

Entre-temps, il y a eu le Brésil et l'armée. Deux ans de Brésil, où il a découvert le sang et la misère, la clandestinité et la police politique, la mort et la musique. Dix-huit mois d'armée, où il a payé le prix de son insoumission : un an de forteresse et six mois d'hôpital psychiatrique. De tels débuts dans la vie auraient pu abattre n'importe quel homme. En Lavilliers ils ont attisé l'inquiétude et la révolte. Ses deux ressorts. Ses deux sources de vie.

Il n'aurait rien dit de cette enfance ouvrière, de cette adolescence blessée et aventurière... qu'on devinerait cependant tout. Car tout est dans ses chansons : la mine de Saint-Etienne, le travail à la chaîne, les billets de banque, les complots de la C.i.a., la bauxite du Brésil, « des enfants qui jouent à l'ombre des matraques», « des étudiants vivants qui sentent la potence », « les âmes exilées qui crèvent en exil », etc.

Le monde est là, déchiré et humilié, humiliant et invivable : Lavilliers lui ricane au nez, le boxe de ses mots. Ses coups de poings alternent avec des appels pathétiques : « Nous rêvons d'une autre planète... » A ces éclats de mots répondent des éclats de musique : bribes de samba, tempi de bossa-nova et rythmes de rock se télescopent, râlent au diapason de la voix. Quand

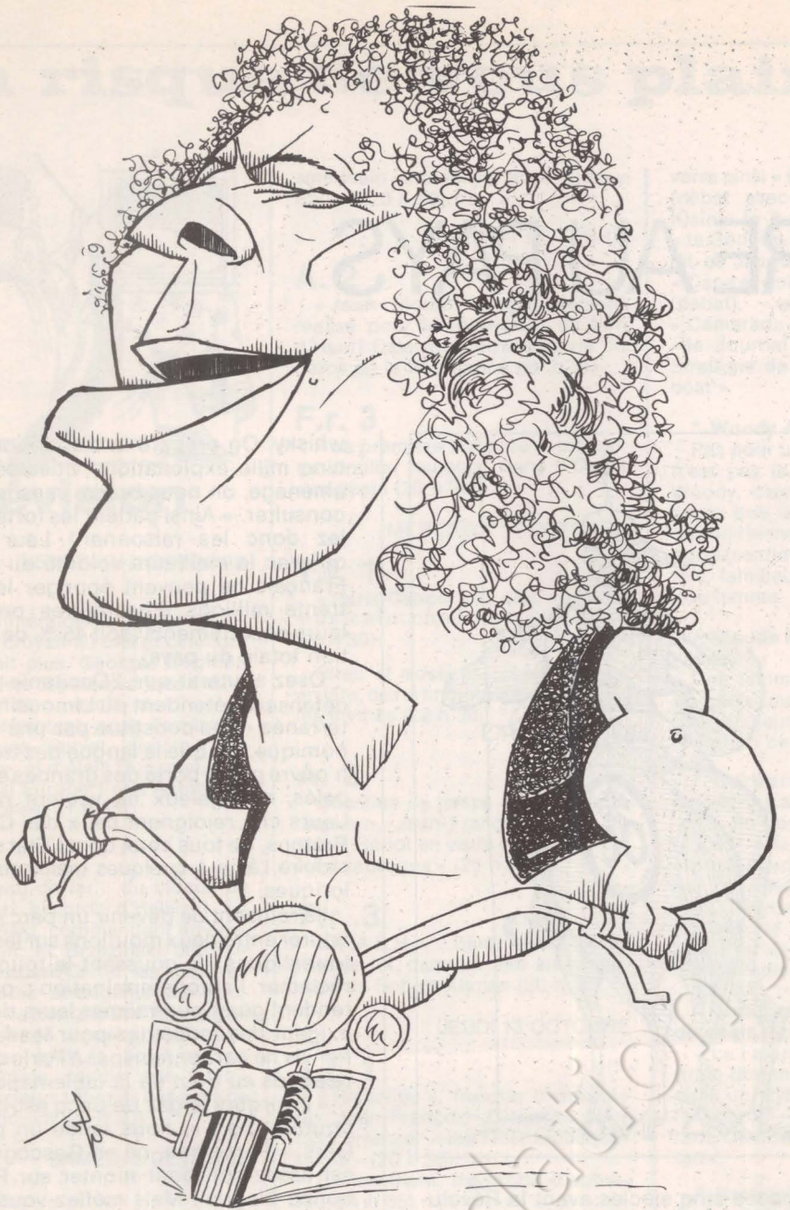
Musique

BRAHMS ET L'AFRIQUE

Tâtonnante et incertaine capitale de la musique, Paris ! Ces jours derniers, le Festival d'Automne présentait différents spectacles de musiques traditionnelles d'Afrique, et l'Orchestre de Paris, avant une tournée en U.r.s.s., se produisait avec le grand violoniste Nathan Milstein comme invité. Peu de points communs entre ces soirées, sinon que Paris en est le lieu et qu'elles se rejoignent, voies autonomes, dans l'expression de la musique. Confrontation suggestive, même si volontiers abstraite, les Parisiens n'en auront guère saisi l'occasion, boudant une Afrique lointaine dont apparemment seuls les ouvriers immigrés dans leur misère et leur silence leur paraissent représentatifs. Et pourtant, du Zaïre au Gabon, du Niger à Madagascar, que de chances d'entendre des musiques différentes que compléteront encore deux autres pays africains.

Confions schématiquement qu'entre Milstein, au jeu immense et d'une rare beauté, répétant pour la nième fois le « Concerto pour violon » de Brahms (le violon a inspiré des œuvres plus grandes, et Brahms, génial mélodiste, est souvent plus passionnant), qu'entre donc ce sacré rituel de la technique musicale occidentale et la simplicité immédiate et progressivement contagieuse des instruments artisanaux de l'Afrique, mon oreille a penché du côté du nouveau, d'une rupture de l'habitude (l'habitude, cette plaie du mélomane européen coincé dans son lacis de références superclassiques).

Il y avait des danses et la psalmodie des femmes bobongo du Zaïre, la palabre féminine chantée et qui pénètre dans la transe par une autocréation du rythme. Jeux avec le corps qui jettent un défi au statisme du nôtre, ce que nous avons surtout perçu avec les devins hemba du même Zaïre. Gaillards immenses au maquillage raffiné, recouverts d'accoutrements de peaux de bêtes, aux têtes emplumées et qui une heure durant emboîteront la pulsation — pour ne pas dire la pulsion — d'une section rythmique qui donne une idée de l'éternité. Gestes lents, théâtraux, où interviennent des exorcismes qui nous sont inconnus, mais dont nous sentons très bien l'humour. Magnifique aussi le Nigérien gonflant ses joues jusqu'à



ce patchwork sonore se retire, le saxo prend le relais. Ou bien viennent des violons qui couvrent tout d'une grande tristesse. Et la voix se glisse comme un frisson : « C'est l'amour et la mort / dont je te parle encore. » Après cela, allez donc coller une étiquette à Lavilliers ! A-t-on déjà réussi à en mettre une à Lorca ou à Rimbaud ?

Pourquoi tout un public fait-il sienne cette sensibilité aux expressions rebelles, aux accents douloureux ? C'est que le temps n'est plus où la jeunesse se contentait de certitudes simplistes ou d'illusions périodiques. 1968 est passé par là. Les nouvelles générations se reconnaissent plus volontiers dans les interrogations écorchées que dans la langue de bois des idéologies préfabriquées. La sécurité n'est pas leur fort : qu'y a-t-il de sécurisant autour d'eux ? C'est pourquoi les cris et les coups de tendresse de Lavilliers les atteignent aux tripes. Et la présence physique de cet homme aussi : un clown, un forain, un enfant de la balle qui ne triche pas, qui se défonce sur scène. Il psalmodie: « Viens te chauffer à ma musique . » Et les amplis cognent comme des alexandrins. Mais pas pour dire n'importe quoi ! Pas pour raccoler vulgairement. Là est sans doute la force de Lavilliers : il détourne toute une culture, tout un acquis musical pour en faire « autre chose ».

C'est cette autre chose qu'on essaierait vainement de définir. Car ce que fait Lavilliers n'appartient à aucun style préexistant. Son travail est la somme critique de tout ce qui a précédé dans la chanson. Et, ce disant, on gêne beaucoup de gens qui aimeraient bien continuer à parler de la chanson comme on le faisait au temps de Bruant. Pourtant, depuis ce que l'on appela la chanson réaliste, de belles révolutions musicales sont passées sous les ponts de Paris et d'ailleurs. Et l'écriture, des surréalistes à Vian et Prévert, a aussi subi quelques modifications. Il semble bien que Lavilliers soit un des seuls à s'être aperçus de ces changements.

Autant dire que Lavilliers est un « sauvage ». Mais n'est-ce pas déjà ainsi que les bien-pensants appelaient Picasso dans les années trente ?

JEAN-PAUL LIEGEOIS

---

(1) Discographie de Bernard Lavilliers : « le Stéphanois » (Motors MT 44040), « les Barbares » (Barclay 90069) et « Quinzième Round » (Barclay 90143), qui sort ces jours-ci.

l'éclat pour souffler dans l'alghaïta, sorte de grosse flûte dont sortent des hymnes de guerre. Admirables, d'une beauté exceptionnelle parurent les chants sukutu, toujours du Zaïre : deux sorciers, attablés chacun à son tam-tam, accompagnent une grande et belle jeune dame drappée de pagnes, au corps tâcheté de blanc, au visage enduit d'un bleu profond, à la voix toute douce, comme fluette et qui danse et glisse, avec une élégance d'ombre non sans désarticuler une chorégraphie linéaire.

Images superbes dont on espère qu'elles ne seront pas passées inaperçues de Miss Carolyn Carison et de quelques autres. Auparavant, les Balafons gabonais avaient fait donner leurs xylophones et une musique aquatique, lunatique, dolente partait, s'interrompait aux coups de sifflet d'une danseuse sans complexes. Joie et fête, manière d'extase que démentait ensuite la solennité tragique d'un joueur de Sanza, au chant intériorisé : musique miniature et pure.

Musique africaine qui ne nous atteint pas, cependant, sans parfois une certaine monotonie. Paradoxalement, à moins que ce ne soit significatif, c'est chez les Malgaches du Hira-Gasy — qui ont adopté l'instrumentation européenne (violon, trompette, clarinette) — que cette monotonie perce le plus. Comme si l'emprunt occidental fonctionnait tel un miroir parodique de notre univers musical. Miroir où s'esquissent des échanges possibles : le paysan malgache interpréterait le « Concerto » de Brahms, et Milstein se joindrait avec sa musicalité merveilleuse, sa séduction et sa rigueur au groupe communautaire et rural de l'océan Indien.

CLAUDE GLAYMAN

P.S. — Comme l'équipe du Festival d'Automne était liée à Dandrel, France-Musique, semble-t-il, tait son festival africain. Singulier accueil de musiciens étrangers. Ainsi qu'en témoigne d'autre part l'inacceptable campagne de boycottage contre Rolf Liebermann au nom judéo-germanique. L'esprit de Manchester (tel qu'il s'est manifesté au stade de Saint-Etienne) en somme règne aussi en musique. Du protectionnisme dans un art censé être universel. Paris serait-il une bourgade sans politesse ?

● REPERES POUR UNE DISCOGRAPHIE DE NATHAN MILSTEIN

Depuis quelques années, Milstein enregistre chez Deutsch Grammophon. Signalons notamment l'intégrale des « Sonates et partitas pour violon seul » de Jean-Sébastien Bach (coffret de trois disques 2709 047) et de Félix Mendelssohn « Concerto pour violon en mi mineur » avec, au revers, le « Concerto en ré majeur» de Piotr Tchaikovski (2530 359 « Prestige »).

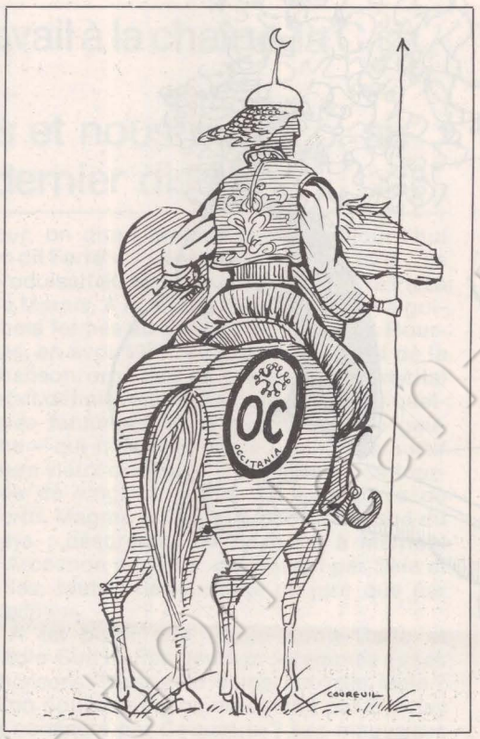
VIVRE AU PAYS

« Volem viure al païs ! » Le touriste qui, descendant dans le Midi, déchiffre cette inscription sur le flanc des rochers, ou parfois même sur le bitume de l'autoroute, a tendance à se dire, paraphrasant Astérix : « Ils sont fous, ces Occitans ! » A-t-on idée de vouloir vivre sur cette terre ingrate, dans ces villages déserts, entre cette côte livrée aux promoteurs et ces collines vouées au pinard ! Passe encore d'y séjourner dans quelque vieux mas retapé, mais juste le temps des vacances, pas question de s'enraciner dans la caillasse. Pour ceux qui ont le malheur d'y être nés, une seule solution : plier bagage. Les Parisiens, Allemands, Belges, Hollandais ne demandent qu'à les débarrasser de leurs ruines. On s'arrache les tuiles anciennes, on couvre d'or les gueux qu'elles abritaient. Et ils protestent qu'on leur enlève leur toit ! Décidément, ces Occitans sont fous.

Il s'est trouvé deux hurluberlus pour sympathiser avec eux : le cinéaste Patrick Bureau et le romancier Jean-Pierre Chabrol, un Basque et un Cévennol, des marginaux comme par hasard et donc suspects d'aspirations autonomistes. La caméra au poing, ils sont descendus dans un petit village de l'Aude et lui ont donné la parole.

« Autrefois, avec mon blé, mes olives, mes chèvres, mes moutons et ma vigne, je me suffisais à moi-même », soupire le village. « A présent, je croule sous les dettes. Mon unique usine a fait faillite, et personne n'achète mon vin. » Les ennuis ont commencé à la bataille de Poitiers, c'est dire qu'ils ne datent pas d'hier. Mais l'instituteur n'a rien oublié.

« Les milices languedociennes combattaient aux côtés des Arabes, contre les Francs de Charles Martel », révèle-t-il à ses élèves ébahis. Quant aux droits de l'homme et du citoyen, il affirme que l'Occitanie les



avait imposés cinq siècles avant la Révolution française. C'est en leurs noms qu'elle s'éleva contre l'étatisme de Louis XIV et qu'elle regimbe aujourd'hui contre le « libéralisme avancé » de Giscard.

A la longue, la colère tourne à la rage et mêle tous les griefs dans un réquisitoire échevelé. « On nous a volé notre langue, notre culture. On boude notre gros rouge, si naturel, qui ne fait pas le mal que fait le whisky. On prépare la disparition de vingt-cinq mille exploitations viticoles. On nous aménage, on nous brade, sans jamais nous consulter. » Ainsi parlent les fortes têtes. Allez donc les raisonner ! Leur expliquer qu'avec la meilleure volonté du monde les Français ne peuvent éponger les quelque trente millions d'hectolitres produits par leurs départements (soit 45 % de la production totale du pays).

Osez soutenir que l'Occitanie — que ses défenseurs étendent du Limousin à la Méditerranée — ne constitue pas une entité économique. Ou que la langue des troubadours n'ouvre pas la porte des grandes écoles. Nos pelés, nos galeux ne veulent rien savoir. Leurs cris rejoignent ceux des Corses, des Bretons, de tous ceux dont l'Etat s'obstine à réduire l'âme à quelques manifestations folkloriques.

Ils refusent de devenir un parc naturel, de figurer entre deux mouflons sur les dépliants touristiques, ils poussent le toupet jusqu'à réclamer l'autodétermination ; oui, ils entendent gérer eux-mêmes leurs richesses et exigent des industries pour les faire fructifier. Ils ne pardonnent pas à Paris de les avoir relégués au bout de la table nationale.

« Pourquoi le gaz de Lacq est-il gascon à double titre ? », nous lance un paysan du Gers. « Parce que, né en Gascogne, ce gaz est assez con pour monter sur Paris. » La bonne blague ! Mais méfiez-vous des rires qui l'accompagnent. Ces joyeux drilles à l'accent impayable, à l'éloquence fleurant le douze degrés, ne plaisantent qu'à demi. Frustrés, floués, grugés, ils risquent de céder, demain comme hier, à la tentation de la violence. A qui la faute ? (« Omes d'Oc », A. 2, le 9 octobre à 22 h 30.)

GABRIELLE ROLIN

Y a d'l'abus !

● *Grrrande nouvelle : le 13 octobre, pour la première fois, la télévision retransmettra en direct un discours de réception à l'Académie française. Nous verrons ainsi le ministre gaulliste Alain Peyrefitte prononcer l'éloge de Paul Morand (qui fut élu malgré le général de Gaulle) et brandir une épée qui, comme son ancêtre Joseph Prudhomme le disait de son sabre, « est le plus beau jour de sa vie ».*

● *La Côte d'Azur n'a pas adouci les mœurs de Jacques Chirac. Présidant à Menton le congrès R.p.r., il a déclaré devant une piscine vide : « Le moment n'est pas venu de mettre la fleur au fusil, mais la baïonnette au canon. » (A.2, le 27 septembre.) Par mesure de sécurité, on avait supprimé le plongeoir. Pour le bain de foule, il faudra repasser.*

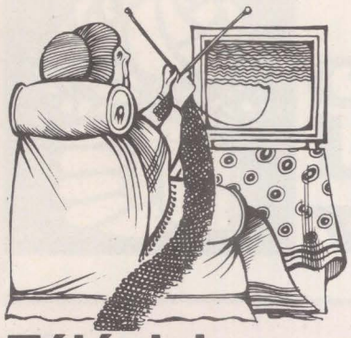
● *Dans un registre plus discret, Bernard Stasi, vice-président du C.d.s., déplorait l'entêtement des socialistes à rester dans l'opposition. « Mais on ne fait pas de clin d'œil à des gens qui vous tournent le dos », concluait-il. (T.f.1, le 28 septembre.)*

● *Mis au défi par le député communiste Paul Laurent de justifier l'immense satisfaction qu'il se porte, Jean-Pierre Soisson s'est dressé sur ses ergots : « J'ai été secrétaire d'Etat à la formation des jeunes, le voilà mon titre de gloire. » (T.f.1, le 29 septembre.) Du haut de la pyramide de chômeurs, M. Soisson se contemple.*

● *Lionel Stoleru, le saint patron du Travail manuel, entend réserver cette activité aux Français. Furieux de voir les immigrés ignorer le pactole-piège qu'il leur offre pour rentrer chez eux, il leur interdit dorénavant de faire venir leur famille. Mais gardez-vous de l'accuser de racisme. « Vous me faites sauter en l'air, proteste-t-il. On ne met personne à la porte ; simplement, on ne laisse plus la porte ouverte. » (A.2, le 30 septembre.) Et tant pis pour vous si votre femme et vos enfants sont de l'autre côté !*

● *Pour faire le point sur la prise d'otages de la Caravelle d'Orly, Jean-Pierre Elkabbach avait réuni les principaux responsables et témoins, du préfet du Val-de-Marne à M. Lucien Neuwirth, député R.p.r. et rescapé d'honneur (1er octobre). On n'avait oublié qu'une personne : l'animateur Max Meynier qui tenta de calmer le détraqué en dialoguant avec lui. Pourtant, il avait des choses intéressantes à dire : « Les flics ont profité de notre conversation pour attaquer, je trouve ça dégueulasse. J'ai proposé qu'on fasse l'échange entre les passagers et moi. Le commissaire Leclerc a refusé. On aurait donné à Jacques un temps d'antenne pour s'exprimer, il n'y aurait eu ni mort ni blessés. » Ainsi s'exprima-t-il sur un poste... périphérique.*

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 7 OCTOBRE

A. 2

Deux itinéraires communistes : celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait plus. Georges Cogniot, communiste depuis quarante ans, et Charles Tillon, exclu du P.c. en 1952, s'affrontent, sous l'arbitrage de Jacques Fauvet, directeur du « Monde », et d'Alain Duhamel, éditorialiste d'Europe 1 et d'Antenne 2 (Apostrophes, 21 h 35).

F.r. 3

Le rideau de fer : du blocus de Berlin aux accords d'Helsinki. Le général Haig, commandant en chef de l'O.t.a.n., M. Brzezinski, conseiller du président Carter, les ministres des Affaires étrangères de Yougoslavie, de Hongrie et d'Allemagne fédérale, et M. Kreisky, chancelier d'Autriche, font le point sur la guerre froide, tandis que témoignent plusieurs réfugiés des pays de l'Est (Vendredi, 20 h 30).

SAMEDI 8 OCTOBRE

T.f. 1

Trente millions d'amis : comme quoi les chiens sont moins pollueurs que vous, messieurs-dames ! (18 h 05).

A. 2

La course autour du monde : treize films tournés dans Paris par les candidats reporters sont présentés au jury (18 h).

Le dessus du panier : Bouvard asticote l'élite... du bout des doigts (22 h 05).

DIMANCHE 9 OCTOBRE

T.f. 1

« L'Horloger de Saint-Paul », un grand Simenon porté à l'écran par Tavernier, cinéaste généreux et lucide (20 h 30).

F.r. 3

Omes d'Oc : la découverte de nos frères occitans (22 h 30).

LUNDI 10 OCTOBRE

T.f. 1

« Le Collier de la reine », hommage à Marcel L'Herbier, pionnier du cinéma parlant (20 h 30).

F.r. 3

« Dans la chaleur de la nuit », film américain antiraciste, avec Sidney Poitier (20 h 30).

MARDI 11 OCTOBRE

A. 2

« Jean Moulin », spécialement réalisé pour la télévision, un film d'Henri Calef qui retrace la vie du héros de la Résistance (20 h 35).

F.r. 3

« La première balle tue », pif, paf, ça tiraille toujours dans l'Ouest américain (20 h 30).

MERCREDI 11 OCTOBRE

T.f. 1

« Paris-Cabourg », une comédie musicale candidement rétro (20 h 30).

Rites et sociétés : Lévi-Strauss en tête, des ethnologues interrogent les mythes (22 h 30).

A. 2

Question de temps : le problème israélien, Jean-François Kahn et Louis Bériot en visite chez des « colons sauvages » (20 h 30).

F.r. 3

« M.A.S.H. » : Eliott Gould, héros malgré lui, dans un film antimilitariste de Robert Altman (20 h 30).

JEUDI 13 OCTOBRE

T.f. 1

« Richelieu », fresque historique de Jean-François Chiappe pour concurrencer « les Trois Mousquetaires » (20 h 30).

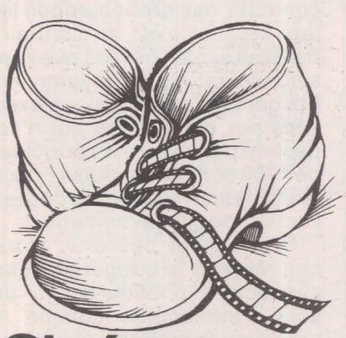
L'événement, magazine d'actualité (21 h 35).

A. 2

Un homme, un jour, émission de Jean-Marie Cavada (21 h 50) sur le procès de Nuremberg avec témoins et documents d'époque.

F.r. 3

« Le trèfle à cinq feuilles », film de Lannurien contant une histoire de viager, bien de chez nous (20 h 30).



Cinéma

*** L'Occupation et la Résistance.**

On ne peut que soutenir l'organisation de ce « festival » du Studio Action-République, dont l'équipe fait œuvre utile en recherchant, « pour la questionner, la mémoire de la lutte contre le fascisme ». On verra ainsi « Maître après Dieu » le 7 (débat avec Louis Daquin), « M. Klein » le 8, « la Bataille du rail », « le Général della Rovere », un inédit de Jacques Dubuisson (débat), « Cape et poignard », « la Brigade » (débat), « les Années de feu », « Camarade P. », « Arc-en-ciel », « le Journal d'Anne Frank », « la Stratégie de l'araignée » et « Lifeboat ».

*** Woody Allen : Annie Hall.**

Pas pour la grosse rigolade. Si ce n'est pas le film le plus drôle de Woody, c'est peut-être le meilleur parce que le plus cohérent autour de son thème : la difficulté des rapports (sentimentaux, sexuels, culturels, familiaux) entre un homme et une femme.

*** Claude Miller : Dites-lui que je l'aime.**

Une femme aime un homme qui en aime une autre. Sur ce thème usé, un jeune cinéaste français a réussi un beau film d'amour fou.

*** Barbara Kopple : Harlan county U.s.a.**

Au fin fond d'un « pays développé », à la fin du XXe siècle, une misère ouvrière et une répression qui renvoient presque à « Germinal ». Barbara Kopple a filmé le combat de ces mineurs, et c'est mieux qu'un reportage : une œuvre d'un lyrisme bouleversant.

*** Luis Bunuel : Cet obscur objet du désir.**

« La Femme et le pantin » adapté (très) librement par le vieux maître dans un style narratif « perverti » à la Diderot — merveilleusement délirant. Chasseurs de symboles s'abstenir.

*** Bertrand Tavernier : Des enfants gâtés.**

Les errances du cœur d'un cinéaste trop gâté par l'existence, mais qui se retrouve catapulté au milieu d'hommes et de femmes qui découvrent l'action collective. Du vrai, du meilleur cinéma populaire.

*** Paolo et Vittorio Taviani : Padre padrone. Ettore Scola : Une journée particulière.**

Les deux chefs-d'œuvre de la rentrée cinématographique sont italiens (voir le numéro 264 de « l'Unité »).

*** Stanley Kubrick : Spartacus.**

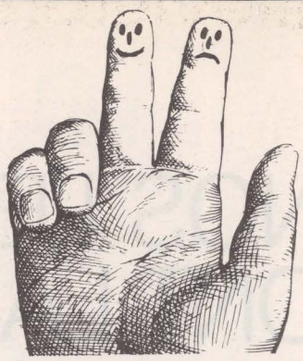
A travers les contraintes de la superproduction hollywoodienne, Kubrick a, malgré tout, réussi à faire passer l'essentiel : le souffle politique de la révolte des opprimés — ici, les esclaves romains ; mais c'est transposable...

*** Alain Corneau : la Menace.**

Imaginée par le poète Daniel Boulanger, l'intrigue superhitchcockienne d'un homme qui construit sans le savoir le piège qui se refermera sur lui. Dommage que tout cela reste « en l'air », la réalisation de Corneau est éblouissante.

*** Hommage à Jean Cocteau.**

Le principal des œuvres essentielles du poète-cinéaste, d'« Orphée » aux « Enfants terribles », Ne pas manquer la plus méconnue : « La Belle et la bête ».



Spectacles

PARIS

* Comédie française : « Lorenzaccio » d'Alfred de Musset. Mise en scène de Franco Zeffirelli.

* Odéon (Grande salle) : « Arlequin, serviteur de deux maîtres », de Goldoni, par le Piccolo Teatro de Milan. Mise en scène de Giorgio Strelher.

* Petit-Odéon : « La guerre des piscines » d'Yves Navarre. Mise en scène de Jacques Rosner.

* Jeune Théâtre national (à la Galerie de la Cité internationale universitaire, 21, boulevard Jourdan, 14e) : « Hedda Gabler » d'Henrik Ibsen. Travail de groupe autour de Claude Risac.

* Théâtre Récamier : « Jean Harlow contre Billy the Kid » de Michael Mac Clure. Mise en scène d'Antoine Bourseiller.

* Le Nouveau Carré : « Nuova Colonia » de Pirandello. Mise en scène d'Anne Delbée.

* Cartoucherie de Vincennes (Théâtre de l'Aquarium) : « Les pâques à New-York » de Blaise Cendrars. Par la Compagnie du Lierre.

* Grand Théâtre de la Cité internationale universitaire : « Toussaint Louverture » d'Edouard Glissant. Mise en scène de Benjamin Jules-Rosette.

* Théâtre de la Roquette (76, rue de la Roquette, 11e) : à 18 h 30 « Les derniers hommes » de Jean-Luc Jeener. Mise en scène de l'auteur. A 21 h « 1915 » de Jean-Jacques Varoujean. Mise en scène de Jean-Marie Lehec.

* Théâtre 13 (24, rue Daniel, 13e) : « Renaud et Armide » de Jean Cocteau. Mise en scène de Michel Orlando.

* Théâtre des 400 coups (74, rue du Cardinal Lemoine, 5e) : « A force d'attendre l'autobus » d'Eva Darlan. Mise en scène de l'auteur.

* La Cour des Miracles (23, avenue du Maine, 15e) : « Fromage ou dessert » de Luis Rego et Philippe Bruneau. Mise en scène collective.

* Le Coupe-Chou Beaubourg (94, rue Saint-Martin) : « L'impromptu du Palais Royal » de Jean Cocteau. Mise en scène de Nicolas Bataille.

* La Galerie 55 (55, rue de Seine, 6e) : « Madame Lazare » de Paul Troisel. Mise en scène de René Legueltel.

* Café-Théâtre La Bretonnerie (35, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, 4e) « Le certificat » de Jean-Jacques Varoujean (à 20 h 30) et « Dialogades » de Serge Ganzl. Mise en scène collective.

* Lucernaire-Forum (53, rue Notre-Dame des Champs, 6e) : à 18 h 30 « La belle vie » de Carlos Queiroz Telles. Mise en scène de Jean-Paul Cisife. A 22 h « Richard Wagner » de Paul Claudel. Mise en scène de Jean Rougerie.

NOS LECTEURS ONT LA PAROLE

VUES DE LA BASE

La polémique P.s.-P.c., reprise et amplifiée par toute la presse bien-pensante et les médias, a déconcerté et mortifié bon nombre de militants de base du Parti socialiste. Non pas tant sur le fond. Il est bon, après tout, que les électeurs soient amplement informés des positions des trois partis de gauche. Ils les jugeront ainsi en toute connaissance de cause avant les élections législatives. Mais ce qui nous a touchés, c'est la forme et le ton employés par nos partenaires du P.c.

Comment ne pas s'indigner, quand on œuvre avec enthousiasme depuis des mois pour la victoire de la gauche unie et qu'un espoir réel se dessine de pouvoir enfin tenter une expérience nouvelle, généreuse, et saine pour notre pays, de se voir sans cesse soupçonner et morigéner comme des coupables ? Tout juste si on ne nous a pas de nouveau qualifiés de « sociaux-traîtres ». Pour ne pas répondre à ces injures et ne pas envenimer les choses, nous avons été accusés alors de « rester dans le flou ».

François Mitterrand ouvre-t-il la bouche, aussitôt chiraquiens, giscardiens, et autres lecanuettistes s'unissent avec... le P.c., pour essayer de le rabaisser. Il en a été ainsi après la confrontation avec Barre (on a vu, depuis, qui avait raison), après la proposition — simple proposition — de référendum sur la force de frappe, etc.

Puis ce sont, au moindre désaccord, des pressions sur les masses, qu'on ne consulte pas avant les grandes décisions (voir changement d'opinion du P.c. sur la force de frappe), mais qu'on oriente ensuite à grand renfort de tracts, de discours, de journaux distribués par millions. Et tout cela pour déconsidérer des alliés, des alliés qui se savent sincères.

« Je voterais bien pour l'Union de la gauche, mais j'ai peur du P.c. ». Voilà ce que nous entendons chaque jour de la part d'indécis que la « majorité » a déçus (il y a de quoi). Et alors nous, socialistes, nous nous efforçons de leur prouver par a + b, à l'aide du 22e Congrès et du Programme commun, que leurs craintes sont infondées. Va-t-on rire de nous à présent ?

Pourtant, le mercredi 14 septembre, quand M. Fabre s'est présenté devant les micros pour interrompre soudain la réunion au sommet, nous avons senti, à l'émotion qui nous envahissait, à quel point nous étions attachés à l'Union de la gauche.

(C. MONESTIER
91600 Savigny-sur-Orge.)

PRECISION

Claude Germon nous prie de bien vouloir faire savoir que c'est en tant que militant cégétiste et non pas au nom de sa confédération qu'il s'est exprimé la semaine dernière dans « l'Unité ».

LES ARGUMENTS FALLACIEUX DE LA MAJORITE

L'interruption des discussions sur le Programme commun semble avoir réjoui ceux de la « majorité ». Or, cette dernière s'est bien gardée de dresser un programme, s'en tenant aux généralités du « manifeste », sachant très bien, qu'à la lueur des graves dissensions qui la divisaient, l'élaboration d'un programme détaillé devenait impossible.

D'ailleurs, l'absence du Parti radical aux réunions et à la signature n'a pas empêché les chefs de la majorité de proclamer leur parfaite union. Les partenaires du Programme commun n'hésitent pas à étaler leurs désaccords pour renseigner l'opinion publique, alors que, contrairement à toute règle démocratique, la « majorité » dédaigne cette opinion et cache son jeu dans un but électoraliste.

La mauvaise foi est d'ailleurs flagrante dans l'interprétation des événements et le choix des mots pour les interpréter. La « majorité » a l'habitude de se servir de mots qu'elle s'annexe : par exemple, elle appelle la société qu'elle représente « société libérale » et elle lui oppose la société collectiviste qui serait créée par le Programme commun.

Or, le mot libéral se définit par « ce qui est favorable à la liberté » et on ne trouve pas une seule phrase dans le Programme commun qui restreigne la liberté ; au contraire, il l'accroît par l'idée de justice et d'égalité des chances pour une vie meilleure ; et, pour compenser les inégalités naturelles, une loi fiscale touche les grosses fortunes et impose les gros revenus d'une manière progressive, non plafonnée.

Toutes les occasions sont bonnes à la « majorité » pour tromper le public. C'est ainsi qu'une levée de boucliers s'est faite à l'occasion du rapport Mexandeau. Le mot nationalisation n'était d'ailleurs pas heureux, et je préfère le nouveau titre du chapitre paru dans le numéro 262 de « l'Unité » : « Un seul service public, national et laïque » (laïque = qui appartient au peuple). On pourrait même supprimer « national », pour opposer « service public laïque » à « enseignement privé » et ne plus employer « école libre », car c'est à l'école laïque qu'on laisse à l'élève le libre choix de sa religion (aumônerie conduite par groupes pour les internes), et c'est au contraire dans les écoles privées que l'enseignement de la religion est obligatoire ; les pressions exercées par des prêtres qui n'acceptent pas encore les principes de 1789 sont intolérables ; d'ailleurs, ils sont souvent opposés à l'action du gouvernement.

On ne peut pas dire, alors, que réserver le budget de l'Etat aux écoles publiques soit un acte d'intolérance comme le proclame la majorité.

Ces réflexions ont pour but d'attirer l'attention de nos camarades qui prendront la parole en public, de profiter de toutes les occasions pour mettre en lumière les arguments fallacieux de nos adversaires.

(PAUL BENA.
33170 Gradignan.)

PRATIQUES AUTORITAIRES

Je suis un lecteur assidu de « l'Unité », et particulièrement de vos rubriques Changer la vie, politique et sociale et économique, dont j'apprécie le style dénonciateur des atteintes graves portées à la démocratie, à la liberté, au droit de la défense, en matière d'arbitraire, etc.

L'un de vos derniers articles sur les menaces pour les fonctionnaires m'incite à vous écrire puisque aussi bien vous faites état du caractère autoritaire de la manœuvre du pouvoir en place et de l'attitude du P.s. et du P.c., dont les élus se sont opposés au projet.

En la matière — je veux parler des atteintes graves et du caractère autoritaire de certaines pratiques —, j'ai un cas à vous soumettre dont je ne doute pas un instant qu'il fera l'objet d'une publication dans vos colonnes.

Je dirigeais, depuis fin 1971, une Agence d'urbanisme municipale, et ma surprise a été grande de recevoir, le 9 mai 1977, une note de service, laquelle se traduit par mon limogeage. Cette décision a été prise sans que j'en sois préalablement prévenu, sans qu'une procédure disciplinaire soit entamée, ce qui est la règle juridique dans l'administration municipale, sans que la possibilité de me défendre me soit offerte !

J'ai demandé à être traduit devant le conseil de discipline, sans succès, ce qui tend à prouver qu'aucune faute de service ne peut m'être reprochée.

Il s'agit, à n'en pas douter, de pratiques dignes du patronat le plus rétrograde qu'il convient de dénoncer.

Le ferez-vous ? L'ennui vient de ce que mon patron est un maire du Parti socialiste dont je suis un militant !

J'avoue, à sa décharge, que nous ne sommes pas du même courant : je fais partie des minoritaires du Ceres.

(A. RUBIO.
84800 Isle-sur-Sorgue.)

changer la vie culturelle

Théâtre
ENFIN UNE OUVERTURE !

Un théâtre qui ouvre ! Depuis une décennie, à Paris, on a plutôt l'habitude du contraire : fermeture ou destruction. La nouvelle est donc bonne à prendre : au 80 de l'avenue du Maine, dans le 15e arrondissement, une nouvelle salle de deux cent cinquante places, pour la fin du mois d'octobre.

Ce théâtre du Maine — c'est son nom — sera dirigé par André Nader et Brigitte David, qui ont choisi d'en « faire un lieu où toutes les formes d'expression théâtrale pourront coexister : théâtre, mime, music-hall, danse, chant, marionnettes, musique et jazz ». De 18 à 20 heures, le Théâtre du Maine sera mis à la disposition de jeunes artistes. A 20 h 30, c'est une pièce d'Eugène Ionesco, « Victime du devoir », qui débutera la série théâtrale. Les mercredis et samedis, la salle sera réservée aux enfants. J.-P. L.

Jazz
PULSATIONS DANS LA RUE

Dans les entreprises, les écoles, les hôpitaux, les foyers de jeunes travailleurs, à Nancy la musique est « dans la rue » jusqu'au 16 octobre grâce aux animations et ateliers qu'ouvrent partout les musiciens du festival Jazz Pulsations de cette année. Le soprano de Steve Lacy — dont paraît parallèlement, en Improvising Artists 37.38.47, un passionnant « Sidelines » — est la vedette (le 8) de ce début de festival, où suivront Illinois Jacquet, Sam Rivers, Elvin Jones, Max Roach, Herbie Hancock, etc. Mais c'est un orchestre de blues qui, ce vendredi, fait l'ouverture : celui de Son Seals. Les Parisiens n'en seront pas privés puisque Son Seals sera chez eux le 16, au cœur de l'assez époustouflant programme du Palais des Glaces : après Don Cherry cette semaine (à propos, ne pas manquer son dernier enregistrement, Soul Poster BSR 0013) viendront Gillespie et Griffin (le 11), Louisiana Red (le 15), Cousin Joe (le 17), Archie Shepp (les 18, 28, 29) et Cedar Walton le 30.

Radio
« LIBRE PARCOURS » MAINTENU

Les récents bouleversements dans les grilles des programmes des stations de Radio-France pouvaient nous faire craindre le pire : le balai n'allait-il pas « nettoyer » France-Culture après France-Musique ? Heureusement, il n'en est rien. Et l'on s'aperçoit même que les variétés y gardent leur place : « Libre parcours », l'émission qu'Eve Griliquez enregistre depuis huit ans en public, est maintenue. Le prochain enregistrement aura lieu au Théâtre de l'Est parisien le 20 octobre prochain, à 20 h 30.

A l'affiche de cette reprise, de la chanson française : Nicole Kochmann, Gilles Méchin (rescapé du duo Anne et Gilles), Martin Langevine et Jean-Roger Caussimon ; une chanteuse étrangère : l'Espagnole Zilouca ; du jazz.

La diffusion de « Libre parcours » reprendra en novembre, chaque mardi à 13 h 30.

Budget
CONSERVATION ET CONSERVATISME

Michel d'Ornano a récemment présenté en Conseil des ministres le budget français de la Culture pour 1978. On a parlé à ce propos de « substantielle augmentation »...

N'exagérons rien : le budget culturel passe de 0,5 à 0,7 % du budget général de l'Etat. Ce qui est encore loin du 1 % réclamé depuis une décennie par toutes les organisations culturelles du pays. L'essentiel de l'augmentation va aux monuments historiques et aux musées, c'est-à-dire à la conservation du patrimoine. Mais rien de nouveau pour la création contemporaine.

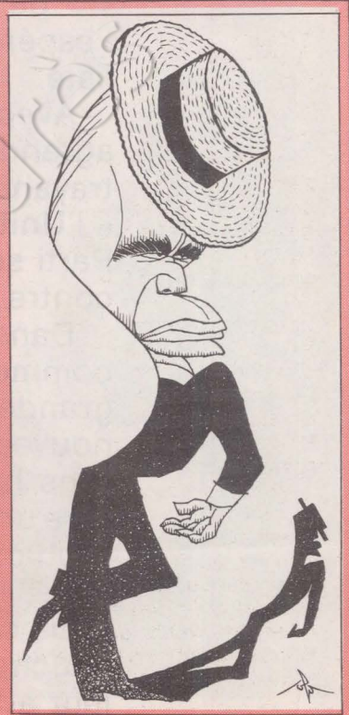
C'est là que se débusque le conservatisme.

CHABAN EST DUR D'OREILLE

Fermera ? Fermera pas ? Pour l'instant, l'Alhambra voit sa fermeture différée de deux ou trois ans. Jacques Chaban-Delmas avait pourtant tranché : mauvaise sonorisation, conditions de sécurité insuffisantes, fermons ! Mais les Bordelais ne l'ont pas entendu de cette oreille : l'Alhambra est la seule grande salle de leur ville. Ses mille cinq cents places sont absolument indispensables aux associations culturelles de l'agglomération (Sigma, Centre dramatique d'Aquitaine, Bordeaux Jazz session, Jazz Club, centre Giani-Esposito, fédération des M.j.c., etc) quand elles veulent accueillir des manifestations d'importance. La population n'a pas accepté le diktat du premier magistrat : cinq mille signatures de protestation sur son bureau. Chaban a donc dû céder. Gageons que la prochaine échéance électorale a guidé son choix...

Chaban a même trouvé de l'argent pour faire aménager l'acoustique de la salle et régler les problèmes de sécurité. Dès novembre prochain, l'Alhambra sera en état pour accueillir une partie du programme de Sigma 1977. La victoire des Bordelais n'est pourtant que provisoire : quand Bordeaux aura une autre salle de mille cinq cents places, dans deux ou trois ans, Chaban fermera l'Alhambra ; définitivement cette fois. Ce qui sera une absurdité.

Car la capitale de l'Aquitaine manque d'infrastructures culturelles. Une association comme l'A.c.t.a. (Association culturelle et théâtrale d'Aquitaine), par exemple, ne dispose d'aucun local. Or, il s'agit d'un regroupement de troupes professionnelles (le Théâtre en miettes, le Théâtre Job, l'Espace-Théâtre, le Théâtrivore, le Théâtre populaire occitan, les Tréteaux d'Angoulême et de la Charente) et d'organismes culturels diversifiés (le Grand Théâtre, le Café-Théâtre de l'Œil, l'Onyx, le centre Giano-Esposito, la Boîte à Malice, le Théâtre de l'Ouest aquitain, le Centre d'études et de recherches théâtrales, la fédération des M.j.c.).



L'A.c.t.a. est subventionnée par le conseil général et par le conseil régional. Mais, évidemment, pas par la municipalité de Chaban ! L'A.c.t.a. n'a donc pas, pour l'instant, les moyens de sa mission. « Nous avons, explique son président, Philippe Rouyer, à trouver un local et si possible plusieurs salles où les troupes pourront travailler, répéter et donner leurs spectacles. » Mais, pour pouvoir louer des murs, il faut... des sous. Et Chaban n'en donne pas. Alors, l'A.c.t.a. et ses animateurs se retournent vers la population. En lançant une souscription (1).

Si l'opération réussit, Chaban devra en tenir compte. Si des milliers de Bordelais manifestent leur soutien à l'A.c.t.a., Chaban devra une fois de plus céder. C'est désormais une habitude : à Bordeaux, si elle veut se faire entendre, la culture doit hausser le ton. Chaban serait-il sourd ? JEAN-PIERRE BEDEI

(1) Renseignements et souscription : A.c.t.a., 27, rue Ulysse-Gayon, 33000 Bordeaux.

Le nouveau visage de "l'unité"

Depuis cinq semaines, nous vous l'annonçons : vendredi prochain paraîtra le numéro 266 de « l'Unité », le premier de la nouvelle formule qui constituera — du moins nous l'espérons — un événement dans l'histoire de la presse socialiste.

Avec une couverture en couleurs, un format légèrement agrandi, une pagination améliorée, une présentation plus attrayante et un contenu plus riche, bref, avec un nouveau visage, « l'Unité » va entreprendre une deuxième carrière au service du Parti socialiste et de son combat pour l'Union de la gauche, contre les forces réactionnaires, pour le changement.

Dans ce numéro-choc du 14 octobre, où nous vous dirons comment chacun d'entre vous peut participer directement à la grande campagne pour gagner à notre journal des milliers de nouveaux lecteurs et de nouveaux abonnés, nous commencerons la publication de deux grandes enquêtes. La première sera une radiographie de la France d'aujourd'hui et des grands problèmes qu'il faudra enfin résoudre demain (la pauvreté, la terre, la ville, l'entreprise, l'information, l'Etat). La seconde nous conduira dans les nouvelles municipalités d'Union de la gauche, où nous dresserons pour chacune d'elles le bilan de leur activité, six mois après leur élection.

Deux enquêtes particulièrement riches, qui se poursuivront sur plusieurs semaines et qui ne sont qu'un aspect d'un sommaire où vous seront réservées d'autres surprises.

Pour ne pas manquer ce numéro, pour bénéficier encore de notre tarif actuel d'abonnement que nous serons contraints de relever dès la semaine prochaine, abonnez-vous immédiatement. A défaut, retenez le numéro 266 de « l'Unité » chez votre marchand habituel, afin d'être assuré de ne pas le manquer.

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER
41, BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

- ▶ abonnement d'un an (135F) ☐
- ▶ abonnement de six mois (80 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325